

*l'Anti*capitaliste

n°616 | 19 mai 2022 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

NOUVEAU GOUVERNEMENT, MÊME POLITIQUE

FACE AU NÉOLIBÉRALISME AUTORITAIRE

FAIRE ENTENDRE
NOTRE CAMP
SOCIAL



Dossier

GUERRE EN UKRAINE ET
AUTODÉTERMINATION

Pages 6 et 7

ÉDITO

Massacre suprémaciste
à Buffalo
Page 2

PREMIER PLAN

Écologie. L'Inde, le Pakistan,
la canicule et la recherche de
solutions globales Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Sri Lanka: «Place Galle Face,
il y a un véritable foisonnement
politique» Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec des travailleurs
sans-papiers d'un sous-traitant
d'Amazon en grève Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Massacre suprémaciste à Buffalo

Payton Gendron a tué dix personnes à Buffalo, aux États-Unis, le 14 mai. L'assassin, âgé de 18 ans, a commis ce carnage dans un supermarché de Buffalo, faisant une majorité de victimes africaines-américaines. Fusil d'assaut (sur lequel le mot « nègre » était peint en blanc), gilet pare-balles, tenue militaire, casque : rien ne manquait dans l'accoutrement du tueur, qui s'était en outre équipé d'une caméra pour diffuser la tuerie en direct sur la plateforme Twitch.

Si la libre circulation des armes aux États-Unis a été immédiatement mise en cause, c'est la dimension raciste de l'attentat qui s'est rapidement imposée. Comme Brenton Tarrant, qui avait tué 51 personnes dans deux mosquées de Christchurch (Nouvelle-Zélande) le 15 mars 2019, Payton Gendron n'a en effet pas fait mystère des motivations politiques de ses actes. Il a d'ailleurs publié lui aussi un manifeste, reprenant des éléments de celui de Tarrant. Racisme, islamophobie et antisémitisme imprègnent la logorrhée suprémaciste de Payton Gendron, qui se pose comme un militant « anti-remplaciste » : « C'est un remplacement ethnique. C'est un remplacement culturel. C'est un remplacement racial. C'est le génocide blanc ».

Payton Gendron a donc commis un acte terroriste meurtrier au nom de la lutte contre le « grand remplacement », ce néfaste fantasme complotiste de l'extrême droite identitaire selon lequel un processus de substitution des populations blanches serait à l'œuvre dans les pays occidentaux, progressivement remplacées par des populations « arabo-musulmanes ». Fantasme qui, on le sait malheureusement, n'est plus cantonné aux forums de la fachosphère et aux réunions confidentielles des groupuscules néonazis, mais a désormais pignon sur rue, avec les invitations faites à l'idéologue Renaud Camus et, plus encore, la candidature d'Éric Zemmour et la banalisation de ses thèses identitaires-racistes.

Il existe un continuum raciste et islamophobe au bout duquel on trouve des assassins comme Payton Gendron. Pour le dire simplement : les idées mortifères des Trump et Zemmour tuent. C'est l'une des leçons de l'attentat de Buffalo, n'en déplaise à ceux qui voudraient l'attribuer à la « folie » de Payton Gendron. Et ce n'est malheureusement pas la première fois que de tels passages à l'acte se produisent, soulignant l'urgence de lutter sans aucune forme de compromis contre les extrêmes droites. Antifascistes, parce qu'il le faut, et tant qu'il le faudra.

BIEN DIT

La longue persécution que Salah subit est un crime de guerre et un crime contre l'humanité d'après le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

SAHAR FRANCIS, directrice de l'ONG palestinienne Addameer, à propos de Salah Hamouri, détenu sans motif par Israël depuis le 7 mars.

À la Une

NOUVEAU GOUVERNEMENT, MÊME POLITIQUE

Face au néolibéralisme autoritaire, faire entendre notre camp social

Même quand on ne s'attend à rien, on peut parfois être quand même déçu : tout ce battage autour de la « future Première ministre du nouveau gouvernement Macron » pour finalement nous annoncer l'ancienne ministre du Travail. Après avoir essuyé de nombreux refus, le président a donc fini par demander à Élisabeth Borne qui, en fidèle soldate de la macronie, a accepté la « mission » qui lui a été confiée. Et quelle mission...

CertainEs d'entre vous seront probablement aussi surpris qu'heureux d'apprendre que, cette fois, la charge de Première ministre a été confiée à une « femme de gauche ». Technocrate de renom, Élisabeth Borne fait partie des rares transfuges du gouvernement Hollande (au cabinet de Ségolène Royal) qui ont fait sans encombre le passage au gouvernement Macron. La preuve de son engagement à gauche ? Elle est au micro-parti des anciens sociaux-libéraux passés au libéralisme décomplexé fondé par Jean-Yves Le Drian, « Territoires d'avenir »...

L'incarnation de la politique antisociale de Macron

Mais en réalité Élisabeth Borne incarne surtout la continuité avec le premier quinquennat. Elle en est clairement la « bonne élève », en plus de cocher la case « femme » que Macron a fini par s'imposer notamment devant l'échec de son bilan sur la question des violences faites aux femmes, prétendument « grande cause du quinquennat » puis du suivant (ou sinon du suivant). Elle est passée avec loyauté au Travail, aux Transports, à l'Environnement... Trois fois ministre mais aussi ancienne présidente de la RATP. Elle y a d'ailleurs hérité du surnom « Borne out », baptisée ainsi par les salariéEs, en raison de sa politique et de sa gestion des « ressources humaines ». Pourtant, quand on écoute les experts et politologues dans les médias on pourrait croire que l'on est face à un chantre du fameux « dialogue social » ! « Madame Borne sait parler aux syndicats », a-t-on ainsi pu entendre. Les syndicalistes et les militanteEs souviennent bien de son passage... mais pas pour ses qualités sociales ! Tout un programme, donc.



Le programme de Macron : attaques antisociales et autoritarisme

Élisabeth Borne est une de ceux qui ont mené et incarné le combat contre le système de retraite et contre les mouvements sociaux de ces cinq dernières années. Mais elle est également emblématique de la privatisation des services publics, à la RATP mais aussi à la SNCF, et de la réforme de l'assurance chômage. Selon ses alliés, elle est celle qui a « plié » la réforme de la SNCF contre les cheminotEs et leurs droits. Elle est la partisane la plus fervente de la suppression des régimes dits « spéciaux ». Enfin, elle est celle qui n'a cessé de réaffirmer ces dernières semaines la nécessité de « réformer » les retraites...

Les expertEs ne manquent pas de noter que Borne n'est pas une « personnalité politique de premier plan ». Loyale, acquise à la politique du président « tout-puissant » et discrète, elle est aussi l'incarnation du désir de Macron de tout régir et de rester le chef du gouvernement à la place

du Premier ministre. L'intendance suivra, et le président estime que Borne a été une bonne intendante jusque-là...

Préparer les batailles à venir

J-L Mélenchon s'est empressé de se définir comme le « premier opposant » de ce futur gouvernement, en ne nous épargnant pas les dispensables blagues sur le court mandat à venir de sa « prédécesseuse ». Cela ne constitue évidemment pas une réponse à la hauteur des batailles à venir pour notre camp social... Pour nous, la situation reste la même. La promesse d'un quinquennat brutal, dicté par l'ultra-libéralisme et l'autoritarisme, face auxquels il paraît important d'affirmer qu'il faudra continuer à s'opposer par tous les moyens. Et qu'il faudra construire un mouvement pour les retraites mais plus large et profond, qui aille (au moins) jusqu'au bout contre la réforme et dans l'affirmation d'un autre projet de société face au travail... Il y a urgence à construire les cadres qui nous permettront de nous opposer

au gouvernement Macron-Borne, dans nos syndicats, sur les lieux de travail, de vie, d'études, pour se préparer à cet affrontement sur les retraites – mais qui est loin d'être le seul... Dans le public comme dans le privé !

L'étape des législatives

Vu l'état du rapport de forces au sortir de la présidentielle, il est également important de donner confiance dans la possibilité d'imposer par nos luttes un autre projet de société. Les élections législatives ne sont qu'une étape, mais elles sont essentielles pour Macron dans l'affirmation de sa politique libérale, réactionnaire et antisociale. Une victoire écrasante aux législatives ne fera qu'aller dans le sens de cette politique affirmée dans le choix de Borne lundi soir. Sans même parler de la nécessité que nous avons plus que jamais à faire reculer les idées et politiques racistes, sexistes et LGBTIphobes, venues de l'extrême droite (la présidentielle nous l'a rappelé) mais qui continuent d'imprégner l'ensemble du champ politique jusqu'à une large partie de la gauche réformiste...

Il y a donc un enjeu dans le succès et la victoire des campagnes populaires, des candidatures claires sur cette urgence sociale et politique ! Des candidatures de rupture, issues du monde du travail et des quartiers populaires, représentant une gauche de combat, en rupture avec le social-libéralisme. Bref des candidatures qui servent à faire entendre notre camp social, et donner confiance à ce dernier dans sa capacité à s'opposer aux politiques des capitalistes. Des candidatures qui peuvent se trouver parmi celles présentées par la NUPES, tandis que dans d'autres circonscriptions nous mènerons campagne pour des candidatures issues du NPA et de cadres unitaires regroupant des anticapitalistes, des militanteEs du mouvement social, féministe, anti-raciste, associatif, déterminés à faire face à Macron et à l'extrême droite toute en refusant les compromis avec le social-libéralisme.

Manon Boltansky

ÉCOLOGIE L'Inde, le Pakistan, la canicule et la recherche de solutions globales

En Inde et au Pakistan, des centaines de millions de personnes vivent un enfer caniculaire. Au-delà d'un moment d'émotion, il y a eu peu de réactions et d'analyses, y compris dans la gauche française, et même parmi les internationalistes comme le NPA.

Un milliard de personnes subissent, dans ces pays, depuis fin mars, une canicule extrême avec des moyennes au-dessus de 40 °C et des pics autour de 50 °C. Les corps humains, de nombreuses espèces animales et végétales sont à leur limite d'endurance. La situation est invivable : pollutions massives, de l'air notamment, nombreux incendies, manque d'eau et coupures fréquentes de courant. Des centaines de millions de personnes, les plus

pauvres, qui continuent à assurer les travaux pénibles et en extérieur au péril de leur vie, en souffrent.

Demain est déjà là

L'essentiel est probablement la question de l'agriculture, qui devient impossible sur de vastes territoires entre le Pakistan et le nord-ouest de l'Inde, en raison de la canicule combinée à la sécheresse. Quant à la mousson qui suit habituellement cette période extrêmement chaude, elle est à présent plus courte et d'intensité

plus importante, conduisant à de graves inondations et des glissements de terrain. Cela sur des territoires nourrissant des dizaines de millions de personnes. Les scientifiques sont formels : d'ici peu, ces territoires seront inhabitables. Autrement dit des migrations immenses vont avoir lieu et les conditions de vie et de travail pour les classes laborieuses se déplaçant ou restées sur place vont être périlleuses. Ces canicules sont la conséquence du changement climatique causé

par le système de production et de consommation capitaliste. Cela se passe actuellement sur une partie de l'Asie, mais le phénomène est en passe d'être observé ailleurs dans le monde, en Afrique en particulier. Autant dire que le problème est mondial, de même que doivent l'être les solutions envisagées et les luttes enclenchées pour les mettre en œuvre.

Repenser les approches émancipatrices et notre rapport à l'internationalisme

La quasi absence de commentaires et d'analyses dans la presse traditionnelle et militante amène à constater une assez importante déconnexion avec l'urgence environnementale et un manque de connaissance et de liens avec l'Asie du centre. Ce constat difficile doit nécessairement amener à (re)penser en

Un monde à changer

VERS LA FIN DE L'AUDIOVISUEL PUBLIC ?

Dans un communiqué publié le 15 mai dernier, les sociétés des journalistes de France 2, France 3 et Franceinfo dénoncent les dangers du projet macronien de suppression de la redevance audiovisuelle. Nous le reproduisons ci-dessous :

Durant la campagne présidentielle, le candidat Macron a promis la suppression de la redevance audiovisuelle. Rappelons que cette contribution annuelle de 138 euros (donc 11,50 euros par mois) constitue l'essentiel du financement des entreprises audiovisuelles publiques : France Télévisions, Radio France, Arte, France Médias Monde, l'INA et TV5 Monde. Cette semaine, l'exécutif a annoncé (s'il obtient une majorité en juin prochain) vouloir mettre en

œuvre la suppression dès cette année via un projet de loi présenté juste après les élections législatives de juin. Cet empressement à abandonner la redevance, sans être capable de dire comment elle serait compensée, ne peut que nous inquiéter très fortement. D'une part, cette mesure menace les moyens de l'audiovisuel public. Le gouvernement assure que la suppression de la redevance va rendre du « pouvoir d'achat aux Français ». Mais dans le même temps il affirme qu'il va « garantir les moyens » de l'audiovisuel public. Deux injonctions contradictoires, qui ressemblent à un marché de dupes. Soit l'État continue de financer l'audiovisuel public et mobilise de l'argent public, donc celui du contribuable. Soit il ne compense pas la fin de la redevance et réduit donc les moyens de l'audiovisuel public.

D'autre part, la redevance garantit l'indépendance du service public audiovisuel, en particulier de son information. Car c'est un impôt directement affecté au financement de l'audiovisuel public. Une fois voté, il ne dépend plus de la (bonne) volonté du pouvoir ou de ses (mauvaises) humeurs. Nous Sociétés des journalistes de France 2, de la rédaction nationale de France 3 et de Franceinfo.fr, défendons une information de qualité, indépendante et pluraliste, au plus près du quotidien des Français, et capable d'enquêter sur les pouvoirs politique et économique. Nos journaux, nos magazines d'information, notre site internet en font régulièrement la preuve. Face à la prolifération des fake news, et à la concentration accrue des médias privés, il est vital pour la démocratie de maintenir une information de service public indépendante et de qualité. Nous n'accepterons pas de voir l'audiovisuel public mis en difficulté, sans garantie pour son avenir et son indépendance.

DROITS LGBTI **ExisTransInter**: pour vivre et pas survivre

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté sous un soleil de plomb dans les rues de Paris ce samedi 14 mai 2022 pour la 25^e édition de l'ExisTransInter, la manifestation annuelle pour défendre les droits des personnes transgenres et intersexes¹.

Cela faisait deux ans que la manifestation avait été repoussée par le confinement, et pour cause, la crise du covid, en plus d'avoir infecté les corps et isolé les personnes, a distendu les liens dans un collectif d'organisations de personnes particulièrement précarisées, réprimées, opprimées. Comme partout dans le monde, la fasciation de la société touche d'abord les personnes considérées comme à la marge de l'ordre établi. Ces derniers mois, les discours réactionnaires se sont banalisés dans les médias et l'espace public et cela entraîne mécaniquement une hausse de la transphobie en actes. Des groupuscules anti-trans signent tribune après tribune pour mettre la pression sur les politiques, des psychanalystes pavovient sur les plateaux pour dire « Je trouve qu'aujourd'hui, il y a une épidémie de transgenres, il y en a beaucoup trop », les députés refusent l'interdiction de chirurgies normatives mutilantes sur des bébés et des enfants intersexes. Quant au gouvernement, après des années passées à nous promettre la PMA, il nous a finalement pondé une loi... qui en exclut les personnes trans. Rappelons que les hommes transgenres peuvent porter leur



enfant, pourquoi les empêcher de le faire ? Si ce n'est par transphobie.

« C'est pas les personnes trans qui ruinent la société »

Le matin même de la marche, nous apprenions que, la veille, un lycéen trans de 15 ans s'était donné la mort son établissement du Mans² (72) deux mois seulement après le suicide à Tours (37) de Mirza-Helene Deneuve, militante trans et fondatrice de TRANSGRRRLS. Encore une fois, une fois de trop. C'est forcément avec la rage au ventre

et avec un sentiment d'urgence que nous avons manifesté dans les rues bourgeoises de la capitale sous le regard de badauds tantôt narquois, tantôt interloqués, mais aussi, parfois, bienveillants. Dans les cortèges, entre musique et slogans, entre paillettes et pancartes, on entonnait « Contre les agressions transphobes et racistes, autodéfense sociale et féministe », « So-so solidarité avec les personnes trans du monde entier », ou encore « Des papiers pour tous-tes ou plus d'papiers du tout ».

La commission LGBTI du NPA, bien qu'en fin de cortège, était évidemment présente, rapidement rejointe par les camarades participant au week-end de formation nationale féministe (lire page 10). Nous avons distribué des centaines de tracts réclamant (au minimum) l'accès au changement d'état civil sur simple demande et le remboursement intégral des parcours de transition par la sécurité sociale. Les camarades déambulaient avec des caisses d'autocollants qui s'arrachent, on doit le dire, comme des petits pains : « Ah ! Celui-là je l'ai déjà depuis la marche lesbienne, je vais prendre le "mon corps mon choix" pour coller sur Zemmour » ; « Moi je vais le mettre dans les toilettes du collège ! » Oui, du collège. On a pris un sacré coup de vieux. Prochaine échéance : la Pride des banlieues le samedi 4 juin à 14 heures, au départ de la place René-Dumont à Saint-Denis (93).

Tarik Safroui

1 - Les personnes intersexuées ont des caractéristiques physiques ou biologiques, telles que l'anatomie sexuelle, les organes génitaux, le fonctionnement hormonal ou le modèle chromosomique, ne correspondant pas aux définitions classiques de la masculinité et de la féminité.
2 - Si vous êtes en proie à des pensées suicidaires, ne restez pas seule. Des lignes d'écoute sont disponibles, comme Suicide écoute, disponible 24h/24 et 7/7 au 01 45 39 40 00. SOS homophobie dispose également d'un chat d'écoute en ligne et d'une ligne d'écoute anonyme au 01 48 06 42 41.

Le chiffre

48

C'est le nombre de députés qui ont quitté le groupe LREM à l'Assemblée nationale entre juin

2017 et mai 2022. Le nombre de députés du groupe de la majorité présidentielle est ainsi passé, en cinq ans, de 314 à 267 (48 départs et une arrivée). Comme le fait remarquer Libération, « jamais, sous la 5^e République, un groupe majoritaire n'avait connu une telle hémorragie ». Énième symptôme de la crise des institutions de la 5^e République... et de la gestion autoritaire de la Macronie.



Agenda

Jeudi 19 mai, Rencontres de la Brèche, Paris 12^e. Présentation-signature de *La Révolution et nous* d'Alexander Neumann, à 18h à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, M^o Daumesnil.

Samedi 21 mai, montée au Mur des Fédérés, Paris. À 14h30, place des Fêtes, Paris 19^e. Précédé d'un rassemblement festif à partir de 10h30.

Du dimanche 21 au mercredi 24 août, 14^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Accueil le samedi 20 août à partir de 14h, départ le jeudi 25 août après le petit-déjeuner.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau partianticapitaliste.org

NO COMMENT
Les Français
doivent se rendre
compte à quel point
ils sont gâtés.

GHISLAINE OTTENHEIMER, rédactrice en chef de *Challenges*, Europe 1, 10 mai 2022.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur
de publication :
Julien Salingue

Secrétaire

de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

profondeur les questions stratégiques, tactiques et programmatiques pour les organisations portant, comme le NPA, un projet en rupture avec le système capitaliste. Au risque, sinon, de passer à côté de l'essentiel. Notamment : comment refonder l'entière du système agricole et agro-alimentaire en prenant concrètement les commandes et en préservant et restaurant les écosystèmes endommagés - car nous ne pouvons nous contenter de nous replier sur des îlots partiels de viabilité. Les IndienEs, qui ont mené une immense mobilisation en 2019 et 2020 contre une réforme agraire libérale, ont établi un vrai rapport de forces avec le système capitaliste. La destruction de notre environnement étant mondiale, les peuples d'Inde et du Pakistan voient leur survie dépendre de perspectives et de solidarités internationales.

Il est donc de notre responsabilité d'internationalistes de sensibiliser la population de notre pays et de l'Europe à la catastrophe en cours, et de nous appuyer sur les cadres de mobilisation des mouvements climat, mais aussi sur les organisations syndicales ouvrières et paysannes ainsi que sur la gauche politique et écologiste, pour définir et développer des actions concrètes en lien avec les organisations indiennes et pakistanaïses. En outre, nous devons exiger de l'Europe et des pays riches qu'ils mettent en œuvre les moyens nécessaires pour venir en aide aux habitantEs des régions touchées, et le cas échéant, pour développer en profondeur des mesures pour faciliter et organiser les migrations, l'accueil et l'installation des populations contraintes au départ.
Commission nationale écologie



ALIMENTAIRE Les grands spéculateurs augmentent leurs profits sur le marché des céréales

Les fonds d'investissement privés internationaux ont déjà tiré profit d'un problème qui ne restera pas une simple spéculation : la hausse des prix des denrées alimentaires et les pénuries dans le monde, compte tenu de la guerre en Ukraine, explique **Éric Toussaint**, porte-parole du réseau international du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (Cadtm).

Dans une interview accordée à *La Jornada*, le principal quotidien de gauche au Mexique, **Éric Toussaint** affirme que, dans un premier temps, la hausse des prix internationaux des céréales était « une simple spéculation car la production et l'approvisionnement par l'Ukraine et la Russie ne s'arrêtent pas du jour au lendemain », les stocks ne s'épuisent pas du jour au lendemain, mais les prix sur les marchés à terme ont immédiatement augmenté.

« Il y aura un vrai problème d'approvisionnement »

« La production de céréales est saisonnière, les récoltes n'ont pas été détruites, ce n'était que de la spéculation, mais maintenant sûrement après des mois de guerre et de sanctions, il y aura un vrai problème d'approvisionnement pour les pays qui sont très dépendants de la Russie et de l'Ukraine », ainsi que des risques de défaut de paiement de la dette pour les économies qui n'exportent pas de matières premières, ajoute-t-il. Selon les données de Bloomberg, les positions spéculatives nettes sur le maïs sur le marché à terme américain ont commencé à progresser en novembre de l'année dernière. Rien qu'au cours du dernier mois, le prix du maïs sur le Chicago Board of Trade, devenu le CME Group, a augmenté de 8,61 % ; le blé, de 4,87 %, et le soja, de 4,12 %. Toussaint explique qu'une partie de l'augmentation des prix alimentaires mondiaux a été déclenchée par des investisseurs qui achètent des stocks de produits agricoles, les conservent pendant quelques semaines ou quelques mois, n'approvisionnent pas le marché, et les vendent lorsqu'ils voient une plus grande opportunité de profit avec la hausse des prix.

« Quelqu'un a déjà gagné » à la hausse des prix des denrées alimentaires, mais cela ne signifie pas que les pénuries alimentaires et la hausse des coûts de l'alimentation pour les familles à faible revenu ne sont que des spéculations, « elles seront réelles », déclare le porte-parole du CADTM.

« Le problème est le modèle néolibéral »

Les pays qui produisent des matières premières telles que le pétrole, le gaz, les minéraux, les céréales ou d'autres produits agricoles sont mieux à même de résister à la récession économique et d'éviter le risque de défaut de paiement. Par exemple, « la Venezuela, qui a connu un défaut partiel de paiement de sa dette, est dans une meilleure position qu'il y a trois ans, en raison du prix du pétrole ».

En revanche, en Argentine – qui, en plus d'être liée aux impositions financières imposées par le Fonds monétaire international (FMI), dispose de peu de réserves dans son bilan – « la situation va peut-être se durcir » ; rien que dans les premières semaines de mars, une première vague de spéculation sur le prix de la farine a été observée, a expliqué Toussaint.

Au-delà de la guerre en Ukraine, qui a déclenché la hausse des prix des céréales, le porte-parole a souligné que le problème est le « modèle néolibéral, qui conduit les pays à être brutalement touchés par la hausse des prix des denrées alimentaires », étant donné qu'il a favorisé la fragmentation et la spécialisation de la production.

« Le modèle néolibéral a encouragé les pays d'une partie du Sud et les pays tropicaux à ne plus produire de céréales, à se spécialiser dans les produits agricoles tropicaux et à importer des céréales, soi-disant à bas prix, des économies nord-américaines, de Russie ou d'Ukraine. »

Article publié sur le site du Cadtm

UNE SEMAINE AUX ÉTATS-UNIS Covid, attaques contre l'avortement, meurtre de masse raciste

La semaine dernière, les États-Unis ont été confrontés au Covid, à la remise en cause du droit à l'avortement et à un meurtre de masse perpétré par un nationaliste blanc.

Nous avons d'abord appris qu'un million d'États-unienEs étaient morts du covid depuis le début de la pandémie en 2019, soit le nombre le plus élevé de tous les pays du monde. Le président Biden avait triomphalement déclaré le jour de l'indépendance, le 4 juillet 2021, que nous avions battu le covid. Mais ensuite, le variant Delta et d'autres sont arrivés, tuant 400 000 personnes supplémentaires. Maintenant, avec un million de morts, Biden a ordonné la mise en berne des drapeaux dans la capitale et dans les bâtiments fédéraux.

Des morts évitables

Les épidémiologistes ont suggéré que 300 000 de ces décès concernaient des populations qui avaient refusé le vaccin. Ils auraient pu être évités sans la désinformation diffusée par Fox News, les politiciens ou les réseaux sociaux. Les Républicains, qui ont été plus enclins à croire aux théories conspirationnistes sur la présence de micropuces dans le vaccin ou sur les décès causés par celui-ci, ont été à la fois plus nombreux à refuser la vaccination et sont morts à des taux plus élevés que les démocrates. Le covid a non seulement pris des vies et rendu des millions de personnes malades, mais il a également entraîné des fermetures d'entreprises qui ont provoqué une récession économique et des fermetures d'écoles qui ont retardé l'éducation de millions d'enfants. Une fois de plus, c'est le printemps et, tout en pleurant les morts, nous célébrons aussi le fait d'être à nouveau dans les rues – même si le covid



se développe et qu'une autre vague est attendue à l'automne. Les éluEs républicains bloquent le vote des fonds supplémentaires qui seraient nécessaires pour que le système de santé puisse y répondre de manière appropriée.

Le droit à l'avortement sérieusement menacé

Le 2 mai 2022, la fuite d'un projet d'avis de la Cour suprême des États-Unis a fait état d'un vote à cinq contre quatre pour annuler l'arrêt *Roe v. Wade*, la décision de la Cour suprême de 1973 qui garantissait le droit des femmes à l'avortement. En réaction, samedi 14 mai, des dizaines de milliers de femmes ont rejoint 450 rassemblements et marches pour le droit à l'avortement dans les villes et villages des États-Unis. D'une part, les participantEs à ces rassemblements étaient furieuses

et furieuses contre la Cour suprême et d'autre part, comme me l'a dit une femme lors de notre marche à New York, ils et elles étaient ravis d'être avec tant d'autres femmes et hommes solidaires.

Si la Cour met fin au droit fédéral à l'avortement, la moitié des États interdiront l'IVG, et les Républicains ne lâchent rien. Mitch McConnell, leader républicain au Sénat, a ainsi laissé entendre que son parti ferait pression en faveur d'une loi fédérale interdisant les avortements partout aux États-Unis. Et après les élections de mi-mandat en novembre, le Parti républicain pourrait avoir les voix nécessaires pour faire passer une telle loi dans les deux chambres, bien qu'il ne puisse probablement pas passer outre un veto présidentiel de Biden. Si Donald Trump ou un autre Républicain est élu président en 2024, avec des majorités républicaines

dans les deux chambres, le droit à l'avortement pourrait prendre fin pour les femmes américaines.

Tuerie de masse raciste

Alors que nous marchions ce samedi pour le droit à l'avortement, nous avons appris qu'un nationaliste blanc de 18 ans nommé Payton Gendron avait assassiné au moins 10 personnes – dont huit Noirs – et en avait blessé trois autres à Buffalo (État de New York). La police a arrêté le meurtrier de masse présumé qui avait écrit un manifeste de 180 pages dans lequel il accusait les Juifs de promouvoir l'immigration de non-Blancs, dans le cadre d'un remplacement mondial de la race blanche. Il exprimait également son admiration pour Dylan Roof, le néonazi qui a perpétré un meurtre de masse de neuf personnes noires dans une église de Charleston, en Caroline du Sud, en 2015, et pour Brenton Tarrant qui a tué 51 personnes dans un centre islamique à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, en 2019. Le manifeste de Gendron comprenait des plans pour aller de son domicile à Buffalo, la plus proche ville avec une importante population noire, et réaliser son attaque raciste. Il a diffusé en direct son attaque meurtrière sur la plateforme Twitch.

Nous pleurons les morts du covid, nous sommes en colère parce que les femmes perdent leur droit à l'avortement et nous craignons la violence raciste. Tout cela renvoie au climat politique de notre pays depuis des décennies. Et l'inflation accroît l'anxiété à propos de la situation économique. Le pays est divisé. Dans ces temps troubles, nous sommes avec celles et ceux qui défendent la science, croient en la démocratie et l'égalité et luttent pour le socialisme. **Dan la Botz, traduction Henri Wilno**

CHILI Les espoirs déçus de la nouvelle gauche chilienne

Deux mois après son élection, Gabriel Boric semble être le président d'un monde qui n'existe déjà plus. Porté par les espoirs de rénovation du système politique avec le processus constituant, il est le résultat d'un quiproquo entre des revendications démocratiques et l'écho de l'explosion sociale d'octobre 2018.



WIKIMEDIA COMMONS

ressemblent à des promesses, évoque des aides directes qui tardent, et évacue la revendication centrale d'augmentation des salaires. Les manifestations du 1^{er} Mai ont illustré les tensions politiques et sociales qui s'accumulent. D'un côté, un rassemblement en soutien au gouvernement autour de la CUT et les partis de la coalition, de l'autre une opposition de gauche avec un pôle syndical lutte de classes dissident et

les mouvements sociaux. La seconde a été la cible de la répression. Rien de surprenant jusque-là : le mouvement lycéen et étudiant a eu droit aux matraques et lacrymos de gauche il y a quelques semaines pour simplement avoir demandé au gouvernement de tenir ses promesses. La nouveauté vient d'un incident grave qui donne le ton pour la période à venir. Les carabiniers ont été démobilisés volontairement et ont été

absents de ce rassemblement. Le cortège a été attaqué par l'extrême droite, sous la forme de gangs, au prétexte de protéger les commerçants. L'attaque était préméditée, les tirs au pistolet précis attestés par des vidéos, blessant par balles quatre personnes dont trois journalistes indépendants (parmi les victimes Francisca Sandoval a été touchée à la tête). Ce qui a choqué profondément les milieux populaires, et pas seulement militants, c'est la complaisance du gouvernement censé marquer une vraie rupture avec l'ancien monde. Beaucoup de discussions tourmentent autour de la question : le gouvernement a-t-il laissé pourrir la situation ? Quoi qu'il en soit le gouvernement joue deux poids deux mesures comme, autre exemple, avec la grève des transporteurs (très liés à l'extrême droite et qui demande plus de répression contre les actions des collectifs Mapuche) active, violente mais nullement gênée par la police et des revendications sociales réprimées... comme avant. **Tristan Katz**

GABON Pollution à répétition pour cause de profit

De nouveau, la société pétrolière française Perenco est mise en cause pour pollution sur le site de Moba au Gabon. Malgré les tentatives conjointes de l'entreprise et des autorités du pays pour minimiser l'incident, les organisations militantes de la société civile ont décidé de mener leurs propres investigations. Si Perenco est inconnue du grand public, ses conditions d'exploitation dangereuses pour l'environnement et pour les salariéEs sont notoires dans le milieu de l'énergie.

C'est sur le site pétrolier du Cap Lopez près de Port-Gentil qu'une fuite d'un réservoir contenant 500 000 m³ a été constatée. La direction de la société indique que le pétrole serait contenu dans les bacs de rétention et que la situation est sous contrôle. Derrière ces paroles rassurantes, la réalité est tout autre. Les activistes de l'organisation du Réseau gabonais des organisations libres pour la bonne gouvernance (ROLBG) ont déjà constaté des taches d'huile dans la mer. D'autant que ce n'est pas la première fois que la société Perenco tente de cacher ces écoulements. Ainsi, rien qu'au Gabon et d'après les autorités du pays, six faits de pollution en 2020 et trois en 2021 ont été constatés. Le responsable de la communication du ministère gabonais du Pétrole, du Gaz et des Mines, Vianney-Presley Madzou, essaie de dédouaner la société pétrolière parlant de l'impossibilité du risque zéro. Pourtant il cache un fait majeur. Les pollutions récurrentes, observées aussi dans les autres pays où Perenco est implantée, sont les conséquences d'un modèle économique particulier.

Le low-cost du pétrole

Perenco est un groupe pétrolier qui appartient à la famille Perrodo peu connue du grand public, classée 19^e des fortunes françaises par le magazine économique *Forbes*. Sa holding est basée aux Bahamas et ses dizaines de sociétés sont elles aussi,



DR

pour la plupart, immatriculées dans des paradis fiscaux. Contrairement à ce qu'expliquent les dirigeants, la rentabilité de cette société ne tient pas à sa réactivité ou à son agilité mais au rôle particulier qu'elle a pris dans l'industrie pétrolière. En effet, elle s'est spécialisée dans les sites d'extraction mature. En d'autres termes, Perenco rachète, à des entreprises comme Total, Shell, ExxonMobil, etc., des puits d'extraction en fin de vie où il ne reste que du pétrole lourd. L'intérêt pour les grands groupes pétroliers est de s'exonérer du démantèlement des plateformes de forage. Perenco continue quant à elle à exploiter ces puits dans des conditions risquées pour la nature et les travailleurEs. Certaines structures datent de plusieurs dizaines d'années et sont peu fiables, victimes de la rouille et de la

corrosion. Le low-cost pétrolier fait le minimum dans les réparations et la maintenance, ce qui occasionne des multiples fuites. La dépollution se fait de manière sommaire, elle consiste à enlever le plus gros et à enterrer le reste. Concernant les conditions de travail, Sylvain Mayabi Binet, secrétaire général de l'Organisation nationale des employéEs du pétrole (ONEP), dénonce ce type de société : « Les travailleurs mettent leur vie en danger dans ces installations. Beaucoup d'opérateurs décident de travailler avec des procédés low-cost, c'est-à-dire on veut dépenser moins, donc on engage moins de moyens pour la sécurité et la préservation de l'environnement. »

La résistance s'organise

Présent dans une quinzaine de pays, l'entreprise Perenco suscite

mobilisation et résistance contre ces pratiques. Pour ne prendre que quelques exemples sur le continent, on peut citer les mobilisations contre l'installation d'el-Franig près du village d'el-Farouar en Tunisie. Perenco se livrait à l'exploitation du gaz de schiste par fragmentation hydraulique, pratique délétère pour l'environnement. Une fois de plus l'entreprise a nié en bloc. En République démocratique du Congo, une plainte a été déposée pour pollution sur le site de Muanda. Devant l'opacité de la société, les associations Sherpa et les Amis de la Terre ont gagné un procès en France leur permettant de saisir des documents nécessaires à la plainte.

Au Gabon, ROLBG a porté plainte contre Perenco pour des faits de pollution dans la presqu'île d'Etimboué à l'ouest du Gabon en janvier 2022. Elle a gagné sur la possibilité d'ester et de mener des investigations. Forte de ce succès, l'ONG a déclaré : « Nous comptons amplifier les actions judiciaires en cours au Gabon et à l'international contre cette multinationale aux pratiques mafieuses dont les opérations sont entourées d'opacité et de dégradation massive de l'environnement. »

C'est effectivement grâce à son opacité financière que Perenco peut continuer à exploiter l'or noir dans ces conditions, et bénéficier de la mansuétude des autorités de ces pays.

Paul Martial

Entretien. Depuis un mois, des luttes sociales d'ampleur ont lieu au Sri Lanka, île de 23 millions d'habitantEs. Les classes populaires font face à une inflation moyenne de 20%, qui avoisine les 50% pour les produits de première nécessité. L'électricité est rationnée et les habitantEs font la queue toute la journée pour trouver de l'essence. La dette de l'État équivaut à son PIB et le nouveau gouvernement négocie avec le FMI un « plan de sauvetage »... de la bourgeoisie, qui ferait payer la facture aux classes populaires. Le népotisme du clan Rajapaksa au pouvoir – Mahinda est Premier ministre, Gota est président et plusieurs ministres sont de la même famille – renforce la colère populaire. Jeudi 12 mai, le président a limogé son frère et l'a remplacé par un politicien bourgeois libéral, Ranil Wikramsinhe. Nous avons recueilli le point de vue d'un militant trotskiste sri-lankais en exil, Don Samantha.

SRI LANKA « Place Galle Face, il y a un véritable foisonnement politique »

Où en est la mobilisation ?

La mobilisation est importante, au niveau des jeunes, des syndicats et du mouvement des femmes. C'est la question de la crise économique, de l'inflation et de la dette qui a mobilisé tout ce monde. Depuis 35 jours, la population organise un campement permanent place Galle Face, à Colombo (principale ville de l'île) devant la résidence du président, exigeant sa démission (#gotagohome) ou son emprisonnement (#gotagojail). Après deux ans de crise économique et d'atonie des syndicats et les partis de gauche, la mobilisation a surpris tout le monde. Elle repose surtout sur des jeunes, hors des organisations traditionnelles. Il y a un véritable foisonnement politique sur la place Galle Face, qui rassemble entre 1 000 et 5 000 occupantEs. Le 9 mai, l'ex-Premier ministre, Mahinda, a envoyé 2 000 voyous armés contre l'occupation. La police les a couverts et il y a eu des morts des deux côtés. Ils ont détruit le campement, mais le jour même l'occupation recommençait. De grandes manifestations de soutien aux occupantEs ont eu lieu dans tout le Sri Lanka.

Quelle est la situation politique actuelle au Sri Lanka ?

Le nouveau Premier ministre Wikramsinhe, soutenu par les partis de la majorité gouvernementale, a déjà occupé cinq fois ce



DR

poste. Il a un lourd bilan : en 1983 son gouvernement a massacré les Tamouls [minorité ethnique du Sri Lanka] et il a soutenu en 1989 la répression sanglante du JVP [parti maoïste qui avait tenté un coup d'État]. Il est revenu aux affaires en 2015 sous l'égide des Rajapaksa... qui l'ont nommé de nouveau, car la mobilisation populaire rendait impossible le maintien en poste de Mahinda, et comme c'est un ami personnel du président, Gota pourrait si besoin lui éviter la prison.

Où en est la crise économique ?

Les deux problèmes principaux sont l'inflation et la dette. Le gouvernement navigue à vue avec à peine une semaine de réserve monétaire d'avance pour payer

les fonctionnaires ou importer du pétrole. Et le FMI juge que l'instabilité politique du Sri Lanka est un frein à des plans d'aides.

Quel est désormais l'objectif de la mobilisation ?

Le 10 mai, une décision juridique a interdit à Gota et Mahinda de quitter le pays. L'objectif actuel est de dégager les Rajapaksa. Wikramsinhe est chargé de la transition pour la bourgeoisie, en laissant les Rajapaksa s'éclipser discrètement et en rassurant les investisseurs et partenaires internationaux (d'où le remplacement récent du président de la Banque centrale).

Quel est le rôle des révolutionnaires dans cette situation ?

Organiser des comités locaux de la mobilisation dans les neuf provinces du Sri Lanka, y compris dans les zones tamoules. On pourrait former un gouvernement de toute la gauche comme contre-pouvoir. La question cruciale est celle de l'armée, qui contrôle réellement le pays. La mobilisation a des soutiens chez les soldats du rang. Ce gouvernement de toute la gauche devra également se prononcer sur la question nationale (la question de l'autodétermination des Tamouls). Nous avons besoin également de l'aide des révolutionnaires européens.

Propos recueillis par Stan Miller

PALESTINE

Après l'assassinat de la journaliste Shireen Abu Akleh

La journaliste d'al-Jazeera Shireen Abu Akleh a été tuée par l'armée israélienne le 11 mai, alors qu'elle couvrait une opération militaire dans la région de Jénine en Cisjordanie. D'après al-Jazeera et les témoins sur place, elle a été tuée « de sang froid » par un tir israélien la ciblant directement au visage, alors qu'elle portait un casque et un gilet par-balles siglé « presse ». Les images de cet assassinat, puis du violent assaut contre les obsèques de la journaliste à Jérusalem, ont fait le tour du monde.

Shireen Abu Akleh, Palestinienne née à Jérusalem, était une figure très connue de la chaîne al-Jazeera, en poste depuis 25 ans. Des centaines de milliers de PalestinienEs des territoires occupés et des dizaines de millions de téléspectateurEs dans le monde arabe connaissaient son visage, et son abnégation à exercer son métier pour informer, malgré l'hostilité de l'armée israélienne, sur la situation en Cisjordanie, à Jérusalem et à Gaza. Sa mort brutale a dès lors suscité une émotion légitime dans les territoires palestiniens et au-delà, et al-Jazeera a condamné un « crime odieux, qui a pour objectif d'empêcher les médias de faire leur travail ».

Un incident grave... mais pas isolé

La mort de Shireen Abu Akleh n'est malheureusement pas un incident isolé. Elle est loin d'être la première journaliste tuée par l'armée israélienne, sans compter les nombreux et nombreuses blesséEs. D'après le Syndicat des journalistes palestiniens, ce sont ainsi au moins 40 journalistes qui ont été tués dans les territoires occupés depuis septembre 2000, et entre 500 et 700 actes de violence sont recensés chaque année contre des journalistes opérant dans ces territoires.

Sa mort s'inscrit en outre dans un contexte d'accroissement des violences quotidiennes de l'armée d'occupation contre les PalestinienEs, avec des dizaines de victimes au cours des dernières semaines, entre autres et notamment dans la région de Jénine où l'armée israélienne a reçu « carte blanche » de la part du Premier ministre d'extrême droite Naftali Bennett. Entre le 1^{er} janvier et le 15 avril, ce sont 47 PalestinienEs qui ont été tués par les forces israéliennes, soit quatre fois plus que lors de la même période en 2021.

Solidarité avec les PalestinienEs !

Les réactions internationales à la mort de Shireen Abu Akleh – et à l'attaque scandaleuse contre ses obsèques – ont été nombreuses, à un point tel que le Conseil de sécurité a « fermement condamné le meurtre le 11 mai de la journaliste américano-palestinienne Shireen Abu Akleh et la blessure d'un autre journaliste dans la ville cisjordanienne de Jénine ». L'État d'Israël a quant à lui rétrogradé après avoir annoncé dans un premier temps que Shireen Abu Akleh aurait pu être tuée par un tir palestinien, sans toutefois, bien évidemment, présenter d'excuses ou reconnaître sa responsabilité. L'attitude des forces de sécurité israéliennes lors des obsèques a quant à elle clairement indiqué que l'État d'Israël n'entendait nullement respecter un quelconque temps de deuil et était déterminé à poursuivre et amplifier sa politique d'oppression.

Nous apportons toute notre solidarité aux proches de Shireen Abu Akleh, ainsi qu'à tous ses collègues qui tentent de faire leur travail malgré les violences de l'armée israélienne. Au-delà, nous rappelons notre soutien aux PalestinienEs et à l'ensemble de leurs droits nationaux : fin de l'occupation civile et militaire, égalité des droits, droit à l'autodétermination et droit au retour.

Les condamnations verbales ne suffisent pas, et le soutien à l'État d'Israël doit cesser ! Ce dernier doit au contraire être sanctionné et rendu comptable de ses crimes. C'est tout le sens de la campagne BDS (Boycott-désinvestissement-sanctions), dont le développement et le renforcement, en l'absence de toute autre forme de sanction et de pression, demeurent une nécessité.

J.S.



GUERRE EN UKRAINE ET AUTODÉTERMINATION

Nous publions un texte d'analyse de l'historien **Taras Bilous**, militant et animateur de l'organisation ukrainienne Mouvement social et éditeur de la revue « Commons ».

Nous ne pouvons pas savoir comment l'Ukraine évoluera après la guerre. Mais nous savons que les conséquences seront terribles si la Russie gagne. Il y a deux mois, lorsque j'ai écrit « Une lettre à la gauche occidentale depuis Kyiv »¹, j'espérais que le choc de l'invasion russe et les voix de la gauche ukrainienne pousseraient les militantEs de gauche occidentaux à reconsidérer leur approche. Malheureusement, trop nombreux ont été celles et ceux qui ne l'ont pas fait. Dans leurs analyses de la guerre, les UkrainienEs ne sont que des victimes ayant besoin d'une aide humanitaire, et non des sujets avec des souhaits qui devraient être respectés. Bien sûr, cela ne s'applique pas à tous les partis de gauche, loin s'en faut. Les partis de gauche scandinaves ainsi que ceux d'Europe de l'Est ont écouté les UkrainienEs et soutenu les livraisons d'armes à l'Ukraine. Certains progrès ont lieu parmi les socialistes étatsuniens. Mais malheureusement, même une déclaration commune des socialistes ukrainiens et russes n'a pu convaincre assez de gens de soutenir l'aide militaire. Permettez-moi d'essayer de m'adresser à la gauche une fois de plus.

Une guerre juste ?

Commençons par répondre à une question courante : « Pourquoi l'Ukraine fait-elle l'objet d'une telle attention et d'une telle aide alors que d'autres conflits armés dans le monde n'en bénéficient pas ? » Tout d'abord, les conséquences

potentielles de la guerre ne sont-elles pas une raison suffisante pour y accorder plus d'attention ? À quand remonte la dernière fois que le monde a été aussi près de la menace d'une guerre nucléaire ? Deuxièmement, je suis d'accord pour dire que les autres conflits ne font pas l'objet d'une attention suffisante. Comme je l'ai déjà écrit, le fait que l'Europe ait tellement mieux traité les réfugiéEs ukrainiens que leurs homologues syriens et afghans est dû au racisme. C'est le moment de critiquer les politiques migratoires et de souligner que l'aide apportée aux réfugiéEs ukrainiens devrait être fournie à tous les réfugiéEs. Je me souviens d'un autre conflit armé où une partie de la gauche avait ses « bons » et leur accordait une attention démesurée par rapport aux autres conflits armés : le Rojava. L'Ukraine n'est pas le Rojava, et nous pourrions énumérer de nombreuses dénonciations concernant les politiques intérieure et étrangère de Zelensky. L'Ukraine n'est même pas une démocratie libérale classique : ici, chaque nouveau président tente de concentrer le plus de pouvoir possible via des mécanismes informels, le Parlement adopte des lois anticonstitutionnelles et les droits et libertés des citoyenEs sont souvent violés. Même pendant la guerre, le gouvernement ukrainien a adopté une loi restreignant les droits du travail. À cet égard, le pays n'est pas très différent du reste de l'Europe de l'Est. Cela signifie-t-il que les UkrainienEs devraient



WIKIMEDIA COMMONS

abandonner la lutte ? Pour moi, la réponse est évidente : j'ai décidé de m'engager dans les forces de défense territoriale au début de la guerre. Et je suis loin d'être le seul. Des anarchistes d'Ukraine, de Biélorussie, et même certains de Russie se battent actuellement avec la défense territoriale ou lui apportent leur aide. Ils n'aiment pas Zelensky ni l'État, ils ont été arrêtés à plusieurs reprises par la police lors de manifestations (comme je l'ai été), et certains anarchistes étrangers ont été confrontés à des tentatives d'expulsion par les services

spéciaux. Mais nous sommes quand même entrés en guerre. Vous pouvez penser que ce ne sont pas de « vrais » anarchistes – ou vous pouvez envisager l'idée que nous savons quelque chose sur l'Europe de l'Est que vous ne comprenez pas. Je suis socialiste, et je ne pense pas que l'on doive défendre son pays dans n'importe quelle guerre défensive. Une telle décision devrait dépendre de l'analyse faite par les participantEs de la nature sociale de la guerre, des sentiments de la population, du contexte général et des

conséquences éventuelles des différentes issues. Si l'Ukraine était dirigée par une junte fasciste et que la situation était celle présentée par la propagande russe, je condamnerais quand même l'invasion, mais je ne rejoindrais pas l'armée. Mener une lutte partisane indépendante serait plus approprié. Il y a d'autres invasions, comme celle des États-Unis en Afghanistan ou en Irak, qui devraient être condamnées, mais aurait-il été juste de se battre pour les régimes des talibans ou de Saddam Hussein ? J'en doute.

La démocratie ukrainienne, loin d'être parfaite, mérite-t-elle d'être protégée du régime parafasciste de Poutine ? Oui. Je sais que nombreux sont ceux qui n'apprécient pas cette analyse. Après 2014, lorsqu'il est devenu populaire en Ukraine de qualifier Poutine de fasciste, j'ai critiqué ce point de vue. Mais ces dernières années, le régime de Poutine est devenu de plus en plus autoritaire, conservateur et nationaliste, et après la défaite du mouvement antiguerre, sa transformation a atteint un nouveau palier. Des intellectuels de

gauche russes tels que Greg Yudin et Ilya Budraitskis affirment que le pays se dirige vers le fascisme. Dans de nombreux conflits armés, il est juste d'en appeler à la diplomatie et au compromis. Souvent, dans le cas de conflits ethniques, les internationalistes ne doivent pas prendre parti. Mais cette guerre ne se présente pas ainsi. Contrairement à la guerre de 2014 dans le Donbass, qui était compliquée, la nature de la guerre actuelle est en fait simple. La Russie mène une guerre impérialiste agressive ; l'Ukraine mène une guerre populaire de libération. Nous ne pouvons pas savoir comment l'Ukraine se développera après la guerre – cela dépend d'une pléthore de facteurs. Mais nous pouvons dire avec certitude que ce n'est que si l'Ukraine gagne qu'il y a une chance de changement progressiste. Si la Russie gagne, les conséquences seront terribles. C'est la principale raison pour soutenir la résistance ukrainienne, y compris avec une aide militaire.

L'extrême droite ukrainienne

Ici, certains lecteurs pourraient vouloir poser une autre question : « *Qu'en est-il de l'extrême droite ukrainienne ?* » Dans les débats les plus raisonnables sur ce sujet, un des deux côtés insiste toujours sur la faible soutien électoral de l'extrême droite et son manque de représentation au Parlement ; tandis que l'autre souligne que, en raison de l'infiltration des forces de l'ordre et de la participation active aux manifestations de rue, l'extrême droite a eu une influence disproportionnée sur la politique ukrainienne. Ces deux affirmations sont vraies, mais il y a un fait important que les deux parties ignorent généralement : l'influence disproportionnée de l'extrême droite était fondée en grande partie sur la faiblesse de la société civile et de l'État, et non sur sa propre puissance. La présence de l'extrême droite se fait sentir dans toute l'Europe de l'Est, mais la dynamique est différente dans chacun des pays. À la fin des années 2000, l'extrême droite russe a semé la terreur dans les rues : attentats à la bombe, pogroms et autres attaques meurtrières. Après l'émeute de la place du Manège en 2010, l'État russe a commencé à riposter, et les membres de l'extrême droite russe ont fui le pays ou ont été emprisonnés. Certains ont trouvé refuge en Ukraine, qui était un endroit sûr, notamment parce que l'appareil répressif de l'État ukrainien est beaucoup plus faible. (La faiblesse relative de l'État a également été la principale raison du succès des manifestations de masse en Ukraine par rapport au Bélarus, où les manifestantEs ont été confrontés à la détention arbitraire et à la torture, ou au Kazakhstan, où les forces de sécurité soutenues par la Russie ont mené une répression meurtrière.) Ces dernières années, le pouvoir de l'extrême droite en Ukraine a affronté de nouveaux défis. Depuis Maïdan, le développement de la société civile libérale a modifié l'équilibre des forces dans la rue. Jusqu'à récemment, il n'y avait pas toujours une ligne claire entre l'extrême droite et les autres forces politiques. Mais cela change aussi progressivement grâce à l'essor des mouvements féministes et LGBT,



WIKIMEDIA COMMONS

qui s'opposent aux militants d'extrême droite. Enfin, grâce à la campagne contre l'expulsion de l'anarchiste biélorusse Alexei Bolenkov et à la protection du quartier de Podil contre l'extrême droite à Kyiv l'année dernière, on a assisté à une réapparition du mouvement antifa dans les rues. Depuis 2014, l'extrême droite a compensé ses échecs électoraux en renforçant sa présence dans la rue et en consolidant son alliance avec les libéraux, constituée pendant les années de lutte contre le régime de Ianoukovitch. Mais cette alliance a commencé à s'effondrer progressivement après l'arrivée au pouvoir de Zelensky, en 2019. L'extrême droite, en particulier le mouvement Azov, était en crise. Et après la démission du ministre de l'Intérieur Arsen Avakov, qui était considéré comme le patron d'Azov, l'appareil d'État a commencé à les traiter avec plus de distance.

Bien sûr, la guerre a tout changé, et la suite des événements dépend de nombreux facteurs. La participation de l'extrême droite ukrainienne à la guerre actuelle est moins perceptible qu'en 2014, à une exception notable – le régiment Azov. Mais tous les combattants d'Azov ne sont pas aujourd'hui d'extrême droite, et en tant que partie intégrante de la Garde nationale et des forces armées, ils exécutent les ordres du haut commandement. Et même Azov ne représente qu'une petite partie de la résistance ukrainienne. Par conséquent, il n'y a aucune raison de supposer que la guerre actuelle fera monter l'extrême droite autant que la guerre du Donbass.

Aujourd'hui, la principale menace pour les citoyenEs ukrainiens n'est pas l'extrême droite ukrainienne, mais les occupants russes. Ce qui inclut les groupes qui ont souvent été attaqués par l'extrême droite ces dernières années, comme les Roms ou les LGBT, qui sont également actifs dans la résistance ukrainienne. Cela vaut également pour les habitantEs du Donbass. La propagande russe a hypocritement utilisé les habitantEs du Donbass

pour justifier l'invasion, accusant l'Ukraine de « génocide » alors que l'armée russe rase les villes de la région. Alors que les gens rejoignent d'immenses files d'attente pour s'enrôler dans la défense territoriale en Ukraine, dans la partie du Donbass contrôlée par la Russie les hommes sont interpellés dans la rue, enrôlés de force et envoyés au combat, sans formation, comme de la chair à canon.

Conflit inter-impérialiste

Un autre argument courant utilisé contre la résistance ukrainienne est qu'il s'agit d'une guerre par procuration entre l'Occident et la Russie. Tout conflit militaire est à plusieurs niveaux, et l'une des composantes de la confrontation actuelle est un conflit inter-impérialiste. Mais si cela suffisait pour parler de guerre par procuration, presque tous les conflits armés dans le monde seraient des guerres par procuration. Au lieu de se disputer sur ce terme, il est plus important d'analyser le degré de dépendance de l'Ukraine vis-à-vis de l'Occident, et de comprendre les objectifs des deux camps impérialistes. L'Ukraine est bien moins un substitut de l'Occident que les Kurdes syriens n'étaient des substituts des États-Unis pendant leur lutte héroïque contre l'État islamique. Mais les substituts ne sont pas des marionnettes. Ce sont des acteurs locaux qui reçoivent un soutien militaire d'autres États. Les premiers comme les seconds ont leurs propres intérêts, qui peuvent ne coïncider que partiellement.

Et tout comme les militantEs de gauche ont soutenu les combattantEs du Rojava malgré le fait que les Kurdes syriens reçoivent une aide militaire étatsunienne, les militantEs de gauche devraient soutenir le peuple ukrainien. La politique socialiste en matière de conflits armés devrait être basée sur l'analyse de la situation sur le terrain plutôt que sur le fait qu'une puissance impériale soutient un côté ou l'autre. Ces derniers mois, certainEs militantEs de gauche ont utilisé l'histoire de la Première Guerre mondiale pour affirmer que les

socialistes ne devraient soutenir aucun des deux camps dans les conflits inter-impérialistes. Mais la Seconde Guerre mondiale était également un conflit inter-impérialiste. Cela signifie-t-il qu'aucun des deux camps n'aurait dû être soutenu dans cette guerre ? Non, car le conflit inter-impérialiste n'était qu'une dimension de cette guerre.

Dans un article précédent, j'ai rappelé que de nombreux représentantEs des mouvements anti-colonialistes n'ont pas voulu se battre pour leurs colonisateurs pendant la Seconde Guerre mondiale, et l'un des dirigeants du Congrès national indien, Chandra Bose, a même collaboré avec l'Allemagne nazie. Mais il faut également citer les paroles de Jawaharlal Nehru : dans le conflit entre le fascisme et la démocratie, nous devons nous placer sans équivoque du côté de cette dernière. Il convient également de mentionner que le plus cohérent des dirigeants du Congrès national indien à soutenir la guerre des Alliés était M.N. Roy, son membre le plus à gauche. Bien sûr, cela ne signifie pas que Roy a soudainement commencé à soutenir l'impérialisme britannique. De même, soutenir la lutte contre l'impérialisme russe n'implique pas un soutien à l'impérialisme américain.

Bien sûr, la situation est différente aujourd'hui. La participation directe d'autres États à la guerre ne fera qu'aggraver la situation. Mais les socialistes devraient soutenir la pression économique sur la Russie et exiger des sanctions plus sévères et des embargos sur le pétrole et le gaz russes. Bon nombre des sanctions actuellement instaurées visent à affaiblir l'industrie militaire russe et ainsi entraver la capacité de la Russie à poursuivre le combat. Les militantEs de gauche devraient également soutenir les sanctions sur les importations de pétrole et de gaz en provenance de Russie, ce qui augmentera encore la pression économique sur Poutine pour mettre fin à la guerre.

Les États-Unis ont peut-être reçu une leçon en se couvrant de honte en Irak et en Afghanistan. La

Russie doit maintenant recevoir une leçon elle aussi, et plus elle sera dure, mieux ce sera. Les défaites à la suite d'une guerre ont à plusieurs reprises provoqué des révolutions, y compris en Russie. Après que la Russie a perdu la guerre de Crimée en 1856, le servage a finalement été aboli dans l'empire russe. La première révolution russe de 1905 a eu lieu peu après la défaite de la Russie dans la guerre russo-japonaise. Une défaite contre l'Ukraine pourrait déclencher une nouvelle révolution. Avec Poutine toujours au pouvoir, un changement progressiste en Russie et dans la plupart des États post-soviétiques est presque impossible.

Les États occidentaux partagent la responsabilité de cette guerre. Le problème est que de nombreux militantEs de la gauche radicale critiquent ces États pour de mauvaises raisons. Au lieu de critiquer la fourniture d'armes à l'Ukraine, ils devraient dénoncer le fait que même après l'annexion de la Crimée et l'invasion du Donbass, les pays de l'UE ont continué à vendre des armes à la Russie. Ce n'est qu'un exemple. La responsabilité de

cette décision incombe aux gouvernements occidentaux, pas à la gauche. Mais plutôt que d'essayer d'améliorer la situation, une grande partie de la gauche essaie bêtement de rendre les choses pires.

Les UkrainienEs savent bien que la guerre est terrible. Ce n'est pas notre première guerre. Nous avons vécu dans les conditions d'un conflit larvé dans le Donbass depuis des années. Nous subissons des pertes importantes dans cette guerre, et nous continuerons à souffrir si la guerre s'éternise. C'est à nous de décider quels sacrifices nous sommes prêtEs à faire pour gagner, et quels compromis nous devons faire pour arrêter la mort et la destruction. Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement américain est d'accord avec cela, alors qu'une grande partie de la gauche préfère adopter une approche plus impériale, en exigeant que l'Occident décide pour nous.

Jusqu'à présent, le Kremlin n'a pas été disposé à faire de sérieuses concessions. Il attend que nous nous rendions. Mais les UkrainienEs n'accepteront pas la reconnaissance de ses conquêtes territoriales. Certains affirment que fournir des armes à l'Ukraine prolongera la guerre et faisant plus de victimes. En fait, c'est le manque d'armes qui provoquera cela. L'Ukraine peut gagner, et la victoire de l'Ukraine est ce que la gauche internationale devrait défendre. Si la Russie gagne, cela créera un précédent pour le redécoupage forcé des frontières des États et poussera le monde vers une troisième guerre mondiale.

Je suis devenu socialiste en grande partie à cause de la guerre dans le Donbass et en prenant conscience que seul le dépassement du capitalisme nous donnera une chance de vivre dans un monde sans guerre. Mais nous ne réaliserons jamais cet avenir si nous choisissons la non-résistance à l'intervention impérialiste. Si la gauche n'adopte pas une position correcte sur cette guerre, elle se discréditera et se marginalisera. Et nous devrons travailler pendant longtemps pour surmonter les conséquences d'une telle absurdité.

Taras Bilous

Publié par *Dissent*, traduction Léonie

Davidovitch/Sylvestre

1 – Lire sur <https://alencontre.org/laune/ukraine-une-lettre-de-kiev-a-la-gauche-occidentale.html>



WIKIMEDIA COMMONS

ANTIRACISME

Pas de nouveau centre de rétention pour étrangerEs, ni à Pessac ni ailleurs !



Le 7 mai, nous étions environ 200 à l'invitation du « Collectif Anticra » dont le NPA 33 est partie prenante¹, à un pique-nique militant sur le lieu où la préfecture a décidé de construire un nouveau CRA (centre de rétention administrative).

Ce rendez-vous, ainsi que la campagne par tracts, affichages, réseaux sociaux, communiqués de presse, avaient pour objectif de dénoncer la politique migratoire de l'État et d'informer la population et les militantEs présents sur ce qu'est un CRA.

ToutE migrantE est considéré comme unE délinquantE

Après une prise de parole de notre camarade Isabelle et le partage d'un repas, des militantes de la Cimade ont donné un aperçu de la violence, du mépris dont sont l'objet les migrantEs sans-papiers « retenus » dans les CRA. Avec une révolte qui se nourrit de leur expérience quotidienne en tant qu'association de défense des migrantEs habilitée à intervenir au sein du CRA, elles ont mis en scène le « parcours administratif » de Mamad, sans-papier togolais raflé par la police alors qu'il travaillait, avec d'autres, dans les vignobles de Pessac. Brutalité d'une police qui se sait tout permis, justice expéditive qui scelle en quelques phrases son sort, entre maintien au CRA, prison et expulsion... un « parcours » au cours duquel seul le bref passage dans le bureau de la Cimade est une oasis d'humanité.

L'échange qui a suivi et l'intervention d'avocats de l'Institut de défense des étrangers de Bordeaux ont permis de revenir aussi sur les procédures judiciaires et administratives discriminatoires mises en œuvre par l'État, pour lesquelles toutE migrantE est considéré comme unE délinquantE au mépris des lois censées régir l'accueil des étrangerEs.

De nouveaux rendez-vous sont prévus pour poursuivre le combat et exiger la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous, sans condition, et la régularisation de tous les sans-papiers.

Daniel Minvielle

1 – Voir les numéros 109, 110 et 111 d'Anticapitalistes! (<https://www.npa33.org>)

La pandémie de l'agroalimentaire

ALIMENTATION

C'est que le 12 mai qu'une information judiciaire a été ouverte. Tard, très tard pour les constats d'insalubrité... Il est cependant intéressant de noter les mots des magistrats : « tromperie sur une marchandise entraînant un danger pour la santé de l'homme ou de l'animal, exposition ou vente de produit alimentaire servant à l'alimentation falsifié ou corrompu et nuisible à la santé, mise sur le marché d'un produit dangereux pour la santé et mise en danger d'autrui. »

Justice très lente

L'émotion est immense. L'affaire fait scandale. Des photos sont virales. Et l'impression de répétition s'impose : Buitoni a été mis en cause plus d'une fois déjà, mais aussi les chocolats Ferrero-Kinder, mais aussi Lactalis. L'affaire des salmonelles chez Lactalis (2017) n'est toujours pas jugée. On peut parler d'une quasi-impunité de fait des grands groupes de l'agro-business.

Et quand ils sont sous les feux d'une actualité dramatique, leur armada d'avocats organise une communication de crise : « Le pire serait de ne rien dire » ; « Il faut communiquer sur les rappels, adopter de nouveaux codes sanitaires, faire profil bas sur le reste » ; « Surtout ne pas donner l'impression de ne rien faire ». En ne changeant rien ou si peu...

Ambiance lourde à l'usine de Caudry

La presse rapporte qu'il n'est pas simple d'obtenir un témoignage d'une personne travaillant à l'usine de Caudry. Ce constat n'est pas très étonnant. Terrible aussi car il met en lumière la parole entravée de personnes pour qui le salaire lié à cet emploi est vital alors qu'elles sont les mieux placées pour dire la réalité de la production. CertainEs ex-salariéEs ont pourtant témoigné de l'insalubrité chronique dans cette usine. Le site *Reporterre* rapporte les paroles de Maryse Treton, responsable de la fédé agroalimentaire de la CGT : « L'objectif, c'est de diminuer tous les temps qui ne sont

La consommation de pizzas surgelées Buitoni Fraich'up contaminées par la bactérie E.Coli a provoqué une insuffisance rénale chez 14 personnes. Deux enfants sont morts. L'activité de l'usine de Caudry dans le Nord (200 salariéEs) a été stoppée par le préfet il y a plus de six semaines.

OMERTÉ DANS L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE



CHARMAG

pas la production. La maintenance préventive, le nettoyage sont souvent réduits au strict minimum. Ils tirent sur toutes les cordes, donc fatalement, ça finit par craquer»¹. Signalons aussi que, de 2012 à 2022, 442 postes ont été supprimés à la Répression des fraudes.

Sortir de l'agro-industrie

Ce système a une très forte cohérence, c'est à la fois la recherche du profit maximum et la fuite en avant dans la quantité au prix le plus bas. Et ce qui est produit est de piètre qualité nutritive. C'est l'envahissement de toutes les activités par un machinisme effréné, l'artificialisation des sols et l'appauvrissement des terres cultivées. Paradoxalement, toute la filière agroalimentaire s'accompagne d'un hygiénisme que ne viennent pas contredire les scandales comme celui des pizzas Buitoni. Mais l'hygiénisme, en aucune manière, n'est synonyme de santé ! L'agro-industrie a généré

les fléaux mondiaux de l'obésité et du diabète.

Dissidence à AgroParis Tech

Huit apprentiEs ingénieurEs sont allés droit au but lors de la remise des diplômes à AgroParis Tech le 10 mai² : « Nous pensons que l'innovation technologique ou les start-up ne sauveront que le capitalisme. [...] Nous ne voulons pas faire mine d'être fières et méritantes d'obtenir ce diplôme à l'issue d'une formation qui pousse globalement à participer aux ravages sociaux et écologiques en cours. [...] Nous ne voyons pas les sciences et les techniques comme neutres et apolitiques. [...] Nous ne croyons ni au développement durable, ni à la croissance verte, ni à la transition écologique »³. La radicalité d'un appel à une « bifurcation » absolument bienvenue !

Sécu de l'alimentation : que le débat s'ouvre

Pour mettre en échec la force destructrice de l'agriculture productiviste, nous n'avons d'autre choix que d'opposer la radicalité d'un système au service du vivant en général et de l'humanité en particulier. Nous mettons en discussion, avec d'autres forces³, la « sécurité sociale de l'alimentation », système universel, projet

macro-économique. Pour parvenir au basculement complet vers une agriculture et une alimentation bio, il faut des financements immenses et pérennes à l'opposé de tout objectif de profit, donc indépendants des « apporteurs de capitaux », des « investisseurs », des banques. Sur le modèle du régime général de la Sécu, une cotisation sociale « alimentation » peut remplir cette fonction de financement. Toute personne vivant sur le territoire serait alors détentrice d'une « carte Sécu de l'alimentation » créditée de 100 euros/mois à faire valoir auprès des paysanEs agréés. La campagne des législatives, où il est tant question de la nécessité de ruptures écologique et sociale, peut être le bon moment pour lancer ce débat en grand !

Commission nationale écologie

1 – Lorène Lavocat, « Ferrero, Buitoni, Lactalis : les géants de l'agroalimentaire "se croient tout permis" », *Reporterre*, 19 avril 2022.

2 – AgroParisTech est l'institut national des sciences et industries du vivant et de l'environnement, fondé en 2007, sous tutelle des ministères en charge de l'Agriculture et de l'Enseignement supérieur. C'est une grande école d'ingénieurs.

3 – <https://www.youtube.com/watch?v=SUOVOC2Kd50> ou le texte reproduit sur le site de *Reporterre* : <https://reporterre.net/Desertons-des-jeunes-ingenieurs-appellent-a-refuser-les-jobs-destructeurs>

4 – <https://securite-sociale-alimentation.org/>

EMPLOI Barème Macron : la Cour de cassation valide le permis de licenciement

De nombreux tribunaux considéraient que le « barème Macron » entraînait en contradiction avec le principe posé par l'article 10 de la convention n° 158 de l'Organisation internationale du travail, selon lequel les juges doivent être habilités à accorder « une indemnité adéquate » en cas de licenciement injustifié.

– 25% pour les requêtes aux prud'hommes

Mesure phare des ordonnances Macron de 2017, ce texte a instauré des planchers mais surtout des plafonds pour les dommages et intérêts accordés à unE salariéE licenciéE sans motif, en fonction de son

Par deux arrêts rendus le 11 mai, la Cour de cassation interdit aux juges français d'écarter, même au cas par cas, l'application du barème instauré par les ordonnances Macron pour les indemnités de licenciement.

ancienneté et de la taille de son ancienne entreprise. Pour celles et ceux comptant peu d'ancienneté, souvent précaires ou âgés par ailleurs, les montants sont ridicules : en deçà de deux années dans l'entreprise, c'est deux mois de salaire maximum. Et pour les salariéEs qui atteignent ce palier, l'indemnité est au maximum de trois mois et demi alors qu'elle était au minimum de six mois avant 2017. Prise au prétexte ridicule de favoriser les embauches en donnant au patronat de la

prévisibilité sur le coût des licenciements, la mesure visait en réalité à dissuader les salariéEs mis à la porte de saisir les conseils de prud'hommes. Avec un succès certain, puisque le nombre de requêtes a reculé de près de 25% entre 2017 et 2020. Un véritable permis de licenciement abusivement s'est donc instauré.

La haute juridiction s'en moque. Elle justifie sa décision en indiquant que le droit français dissuade déjà suffisamment les patrons de licencier injustement... car

ils peuvent être condamnés dans ce cas à rembourser l'assurance chômage. Un raisonnement tortueux, qui masque mal le caractère de classe de cette « justice » et sa préoccupation de ne pas mettre en difficulté un Macron récemment réélu. Aux juristes militants de continuer la guérilla dans les tribunaux, et à nous toutes et tous de remettre à l'ordre du jour le combat pour l'abrogation des ordonnances Macron !

Correspondant Inspection du travail



DR

L'Anticapitaliste la revue

Le n°134 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

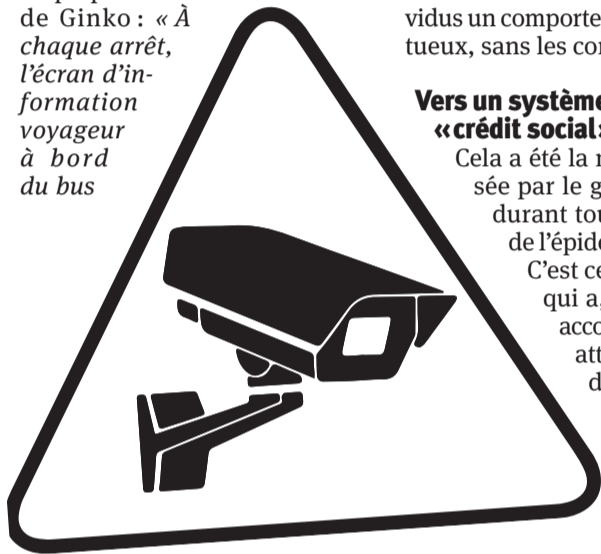
L'Anticapitaliste, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

BESANÇON Vers la surveillance de masse ? Ceci n'est pas une dystopie

Besançon a le triste privilège d'être la première ville dans laquelle le réseau de transports en commun Kéolis, qui a la délégation de service public dans de nombreuses villes, met en place un système électronique de contrôle à distance des passagers. Pour l'instant deux lignes de bus sont munies de ce que Ginko, l'opérateur local de Kéolis, appelle le « Fraudomètre ». Mais ce dispositif devrait, dès juillet, être étendu à toutes les lignes de bus et trams de la ville.

Quel en est le principe ? Des capteurs sont installés dans les bus et dans les tramways pour compter le nombre de voyageurs. Des capteurs dotés de caméras pour distinguer les adultes des enfants, et les humains des animaux pour qui le transport est gratuit. Ce nombre est ensuite comparé à celui des validations des titres de transports. Selon les propres termes de Ginko : « À chaque arrêt, l'écran d'information voyageur à bord du bus



affiche le nombre de voyageurs en règle et le nombre de fraudeurs, suivi d'un message de félicitations, d'encouragement ou d'alerte. Le fraudomètre vise à encourager la validation, obligatoire à chaque montée et ambitionne le changement de comportement des voyageurs en situation de fraude. » Dans le jargon des sciences comportementales, on appelle ça le « nudge ». Une méthode douce destinée à faire adopter aux individus un comportement plus vertueux, sans les contraindre.

Vers un système de « crédit social » ?

Cela a été la méthode utilisée par le gouvernement durant toute sa gestion de l'épidémie de Covid. C'est cette technique qui a, entre autres, accouché de l'auto-attestation qu'on devait remplir et qui nous autorisait à sortir à moins d'un kilomètre de

chez nous et pendant une heure maximum durant le premier confinement. Le pass sanitaire a suivi.

Un pas est franchi dans la surveillance de masse Aujourd'hui votre éventuelle fraude sera signalée à tous et toutes les voyageurs du véhicule de façon anonyme. Mais avec les caméras à reconnaissance faciale qui commencent à fleurir dans nos villes, ce sera un jeu d'enfant de se connecter à notre carte d'identité biométrique, notre titre de transport avec puce intégrée, etc.

Demain le nom et le visage du fraudeur ou de la fraudeuse sera-t-il affiché sur l'écran du bus et les contrôleurs seront-ils informés en temps réel ? Le « crédit social »¹ du fraudeur ou de la fraudeuse sera-t-il amputé de plusieurs points ? Voilà le beau monde qui nous est préparé. Par qui ? Par une municipalité EÉLV, PS et PCF qui obtient la primeur d'un début de système de « crédit social » à la chinoise.

L'heure de la résistance a sonné pour contrer ces mesures éminemment liberticides. Rappelons

que la maire de Besançon, Anne Vignot, envisageait un geste pour inciter les habitants à prendre les transports en commun plutôt que la voiture. Le PCF et À Gauche citoyens, eux, sont pour la gratuité, seulement pour les moins de 26 ans. Mais avec la gratuité totale comme nous le proposons et comme cela se fait dans de nombreuses villes : pas de fichage, pas de filage ! Et pas de dystopie ?

CorrespondantEs

1 – Le « crédit social » instauré en Chine est « un système national de réputation des citoyens et entreprises, inspiré du score de crédit des États-Unis, mais en y ajoutant un système de récompenses et de pénalités pour ceux respectant ou ne respectant pas les règles édictées. Chacun d'entre eux se voit attribuer une note, échelonnée entre 350 et 950 points, dite "crédit social", fondée sur les données dont dispose le gouvernement à propos de leur statut économique et social. » (Wikipedia)

2 – « Une dystopie est un récit de fiction dépeignant une société imaginaire organisée de telle façon qu'il soit impossible de lui échapper et dont les dirigeants peuvent exercer une autorité totale et sans contraintes de séparation des pouvoirs, sur des citoyens qui ne peuvent plus exercer leur libre arbitre. » (Wikipedia)

TOULOUSE Solidarité avec les grévistes de Mecachrome en lutte pour leurs salaires

Depuis trois semaines, les salariéEs du sous-traitant aéronautique Mecachrome (Haute-Garonne) multiplient les débrayages.

Les salariéEs revendiquent une augmentation de 7% pour toutes et tous avec un minimum de 200 euros. La direction propose 2.5% d'augmentation et 50 euros minimum, ce qui est loin du compte !

« Exigences de rentabilité toujours plus élevée »

Dans un communiqué, les syndicats expliquent que les salaires sont « coincés entre des prix de facturation des donneurs d'ordres – toujours en baisse – et des exigences de rentabilité – toujours en hausse ».



La semaine dernière, la grève a été votée en assemblée générale. Elle est suivie par 90% des ouvriers. Leur

objectif est d'étendre la grève sur les autres sites du groupe qui emploie 2400 personnes dans le monde.

Ce jeudi 12 mai, les grévistes ont rejoint devant Airbus (rond-point de la Crabe) des délégations syndicales, notamment CGT, de plusieurs entreprises (Capgemini, Airbus Commercial Aircraft, AHG, ALTEN Sud-ouest et Atos) pour faire entendre leurs revendications sur les salaires face à l'inflation de plus en plus importante.

Le NPA 31 apporte tout son soutien aux grévistes et appelle à participer à la caisse de grève¹.

NPA 31

1 – <https://www.cotizup.com/mecachrometoulouseenlutte>

SNCF Brétigny, 12 juillet 2013 : une catastrophe annoncée

Presque neuf ans après la catastrophe ferroviaire de Brétigny (sept morts), le procès a débuté fin avril.

La cause du drame : une éclisse (barre d'acier qui joint deux tronçons de rails), dont les boulons ont lâché, s'est soulevée et coincée dans le cœur de l'aiguillage. Même Pepy, l'ancien PDG, présent sur place dans les minutes qui avaient suivi, n'a pu invoquer, comme d'habitude, une simple « erreur humaine » devant les journalistes : impossible de nier l'évidence sans provoquer la colère des cheminotEs. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir tenté de faire disparaître des éléments qui auraient pu intéresser les enquêteurs : la scène a été « nettoyée » par des dirigeants et quelques boulons ont disparu dans les heures qui ont suivi l'accident.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

La sécurité se calcule en euros

Parmi les collègues, le choc a rapidement laissé place à la colère face à cette catastrophe prévisible : depuis plus de 40 ans, la SNCF fait du calcul de risque. Même les 225 000 euros demandés à la justice sont probablement inférieurs aux économies réalisées. Des économies en personnel surtout.

La sécurité se calcule en euros. L'aiguillage en cause à Brétigny était réputé fragile. La réglementation préconise de limiter la vitesse à 100 km/h afin de préserver ce type de dispositif. Mais la direction a préféré multiplier les dérogations pour ne pas impacter un le trafic déjà saturé sur les lignes de banlieue parisienne.

Le comble du cynisme

Après le déraillement, on s'attendait donc au minimum à ce que la vitesse soit réduite à 100 km/h afin de réduire les sollicitations sur ce type d'aiguillage. Mais pas question de concéder un tel aveu de culpabilité, argument pour les enquêteurs et parties civiles du procès qui risquerait d'augmenter le dédommagement aux victimes. Même dans une boîte publique comme la SNCF, la gestion capitaliste fait passer les profits avant nos vies !

Prison ferme demandée pour le lampiste

Seule personne physique à comparaître, le jeune responsable local à l'époque des faits encourt trois ans de prison et 45 000 euros d'amende. On lui reproche de ne pas avoir détecté l'avarie. Mais ce « chef d'équipe » situé au plus bas niveau hiérarchique de l'organigramme, n'est pas responsable de la politique de rentabilité qui a provoqué cette catastrophe !

CorrespondantEs

SANTÉ Non à la fermeture des urgences de l'hôpital d'Oloron (64)

Mardi 10 mai, à l'appel de la CGT de l'hôpital, nous nous sommes retrouvés à plus de 2 000 devant la sous-préfecture d'Oloron (Pyrénées-Atlantiques) pour signifier bruyamment notre colère et notre détermination face au sale coup perpétré par la direction de l'hôpital et ordonné par l'Agence régionale de santé (ARS) 64.

Trois jours auparavant, la direction signifiait brutalement à tout le personnel des urgences la fermeture immédiate du service sur ordre de l'ARS, faute du nombre suffisant de médecins, et cela jusqu'à la fin de l'été !

Brutalité, irresponsabilité et mensonge

Tout le week-end, l'alerte est passée sur toutes les radios du coin, les réseaux sociaux et la presse. C'est une vraie colère qui a rassemblé tout le monde, bien au-delà d'Oloron et de la vallée, avec appels à débrayer dans les usines du coin, à se mobiliser dans les villages et les quartiers.

La camarade de la CGT de l'hôpital a salué chaleureusement notre solidarité et notre mobilisation. En nous racontant l'historique de cette violente attaque, elle a aussi partagé l'idée que tout cela vient de ce gouvernement comme de tous ceux qui n'ont que le mot économie à la bouche... et préparent la redistribution du service public hospitalier aux actionnaires des groupes privés.

L'ensemble du personnel ne supporte plus le mépris et l'irresponsabilité des gestionnaires de l'hôpital, la diminution programmée des moyens et des personnels tout en faisant face à une charge de travail toujours plus accrue. Vendredi il manquait peut-être un médecin des urgences pour assurer, mais en fait on n'en sait rien

puisque'il n'y a aucune transparence dans la gestion de l'ARS. Et décider là tout à coup d'une fermeture pour plusieurs mois, c'est assurer une mort programmée pour tout le reste de l'hôpital.

Brutalité, irresponsabilité et mensonge : voilà ce qu'on a touTEs dénoncé à la sous-préfète et ses sbires de l'ARS, en applaudissant fortement les propos de la camarade.

L'ARS recule

Et ce ne sont pas les dernières manœuvres de la veille qui ont entamé notre détermination à manifester, bien au contraire. L'annonce par voie de presse lundi soir que finalement les autorités avaient trouvé une solution en recrutant un

médecin intérimaire pour le mercredi qui suivait n'y a rien fait. Ce lapin sorti par magie du chapeau a peut-être satisfait quelques-uns des élus présents à la tribune, très certainement effrayés eux aussi par notre mobilisation.

Pour beaucoup c'est notre mobilisation assurée et assumée qui a obligé l'ARS à trouver cette solution temporaire. Personne n'était dupe à la fin du rassemblement sur les intentions du gouvernement. Mais notre mobilisation a créé une nouvelle situation avec la fierté d'avoir réagi aussi nombreuses et nombreux face aux menaces de fermeture de l'hôpital et, finalement, d'avoir fait reculer l'ARS sur ses projets.

Correspondant

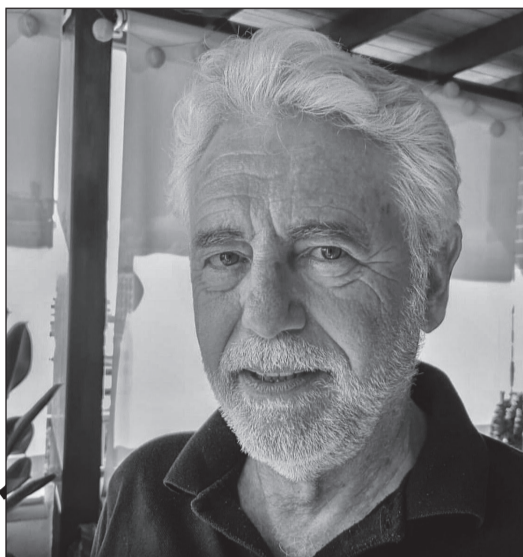
Les Nôtres

PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Jean-Marie, davantage connu du nom de son blog sur Mediapart «Jean-Marc B», camarade du NPA, est décédé ce mardi 10 mai.

Militant à la JCR en 1967, de la Ligue Communiste, puis la LCR, puis le NPA et membre de la IV^e Internationale depuis plus de 50 ans, l'engagement du côté des opprimés, contre ce système capitaliste dévastateur, est le sien tout au long de sa vie. JM fait partie de cette génération qui se politise dans les comités Vietnam puis dans les événements de Mai 68. Il a une action politique à l'époque du service militaire, diffusant activement l'orientation et la propagande de la Ligue. Membre de la IV, il reste fidèle à l'engagement internationaliste. Il participe activement, au cours des années 1970 et 1980, à la solidarité avec les luttes d'émancipation en Amérique centrale, notamment dans les «Comités Nicaragua» en soutien aux Sandinistes, et à la rédaction de la revue *Amérique centrale en lutte*.

Depuis quelques années, JM animait un blog sur Mediapart et une revue de presse intitulée «*Émancipation!*». Il menait la «bataille de l'information», compilant des articles au contenu anticapitaliste, sur tous les sujets, afin de les populariser. Il concevait cette revue de presse comme un outil au service de toutes les militantes, comme une plateforme permettant en peu de temps de lire sur les principaux sujets de l'actualité. C'était un militant infatigable, convaincu de la nécessité d'une organisation au service des opprimés et exploités, anticapitaliste et révolutionnaire. Depuis la République dominicaine où il vivait – et d'où il apportait le rhum aux universités d'été!, il suivait attentivement les évolutions de la situation en France et dans le monde, regardait avec enthousiasme les luttes notamment celles de la jeunesse. Son énergie et ses convictions restent aujourd'hui une source d'inspiration et un exemple.

Conseil politique national**Le NPA dans les élections législatives**

Un nouveau Conseil politique national (CPN) du NPA s'est réuni le samedi 14 mai, afin de discuter de l'application de notre orientation sur les élections législatives.



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Lors d'un précédent CPN, le 5 mai, prenant acte de l'impossibilité de nous insérer dans le cadre de la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (NUPES), nous avons en effet décidé ce qui suit : «*Le NPA organisera sa participation aux élections législatives lors d'un Conseil politique national qui se tiendra le 14 mai. En tout état de cause, nous appellerons à voter et soutiendrons, y compris de façon militante, les candidatEs de gauche de rupture de la NUPES, face auxquels nous ne présenterons pas de candidatEs. Dans d'autres circonscriptions, là où les conditions sont réunies, le NPA cherchera, face à des candidats labellisés NUPES incarnant une continuité avec le social-libéralisme, à faire entendre une alternative, avec des candidatures unitaires, issues du monde du travail et des quartiers populaires, représentant une gauche de combat, indépendante des institutions et du social-libéralisme.*»

Des configurations diverses

Le CPN du 14 mai a ainsi été l'occasion de faire le point sur les initiatives prises par les différents comités, qu'il s'agisse de prendre contact avec certains candidatEs de la NUPES – quand ces dernierEs ne l'avaient pas fait eux-mêmes, comme cela a été le cas dans plusieurs circonscriptions – ou de réfléchir aux possibilités de proposer des candidatures indépendantes, face à des candidats labellisés NUPES mais n'incarnant pas la rupture mais la continuité avec le social-libéralisme – issus du PS et d'ÉELV. Ainsi, dans diverses circonscriptions, des comités sont engagés dans des campagnes de soutien à certaines candidatures NUPES, tout en maintenant l'indépendance

politique du NPA et sa liberté de critique. Cela peut passer par des initiatives communes, du matériel commun, des interventions lors de réunions publiques, etc. Dans d'autres circonscriptions, il semble plus difficile de se joindre à la campagne, et les camarades, tout en appelant à voter pour des candidatEs issus de l'Union populaire, continueront de mener séparément leurs activités.

Des candidatures indépendantes

Dans les circonscriptions où nous avons des équipes militantes et qui ont été attribuées au PS ou à des candidats sociaux-libéraux d'ÉELV,

la question s'est posée d'initier des candidatures indépendantes, en rupture avec le social-libéralisme. Et dans divers endroits, ce sont des militantes de la FI, voire du PCF, qui nous ont contactés pour savoir si nous étions «prêts à y aller». Des attitudes révélatrices des limites et des contradictions de la NUPES, mais aussi de l'écho favorable qu'a reçu notre positionnement dans divers milieux militants. De telles candidatures sont malheureusement difficiles à mettre en place, et elles seront peu nombreuses : nous y reviendrons la semaine prochaine. Le CPN a validé le 14 mai la présentation d'une douzaine de candidatures indépendantes, en maintenant le cap

que nous nous étions fixé : même si nous ne ferons pas forcément campagne pour elles et eux, nous ne nous présenterions pas face à des représentantEs de l'UP ou du PCF, l'heure n'étant pas à jouer la division chez celles et ceux qui veulent réellement lutter contre Macron, l'extrême droite et le néolibéralisme – au moyen qui plus est de candidatures ultra-minoritaires. Le CPN a ainsi acté que si, malgré tout de telles candidatures venaient à exister, elles ne pourraient «se prévaloir d'un soutien national du NPA : logo, financement national, revendication du soutien (nom ou image) du candidat à la présidentielle.»
J.S.

Vie interne**Week-end féministe du NPA : discuter pour militer!**

Une quarantaine de personnes sont venues de toute la France pour discuter des questions féministes ce week-end à Paris.

Au programme, il y avait de la formation théorique sur le lien entre capitalisme et patriarcat, une question fondamentale qu'il est bon d'actualiser continuellement. Nous avons également pris le temps de discuter la question de la prostitution qui fait toujours débat au NPA comme dans l'ensemble du mouvement féministe. Le cadre posé d'un week-end de formation a permis d'avoir des débats plus constructifs et sereins. Nous avons également discuté de la surexploitation des femmes au travail et des implications que cela a dans notre militantisme syndical.

Débats et actions

La formation a été suspendue l'après-midi afin que toutes les participantEs puissent être présentes à l'ExisTransInter, manifestation pour les droits des personnes trans et intersexes (lire page 3). Et la question des interactions entre les mobilisations des personnes trans et le mouvement féministe était à l'ordre du jour du dimanche matin.

Ce temps a été à la fois important en termes de formation mais également d'expression de la solidarité et d'élaboration sur les perspectives de convergence. Nous avons aussi parlé des mesures à prendre contre le sexisme dans le parti et comment notre intervention féministe peut être prise en charge par toutes. Enfin, le dernier débat était consacré à réfléchir à notre stratégie dans le mouvement féministe en tant que courant lutte de classe. Nous avons discuté de l'émergence de nouvelles formes d'organisation, des rythmes, de coordination, du mouvement autonome des femmes, de la grève du 8 mars... Le week-end s'est terminé par un apéro convivial. Il y aura des rendez-vous de mobilisation avant l'été : marches des fiertés, solidarité contre les menaces sur l'avortement aux USA, solidarité avec les femmes en Ukraine... Nous nous retrouverons aussi pour de nouveaux temps de formation et de débats à l'université d'été du NPA fin août.

Commission nationale d'intervention féministe



Roman

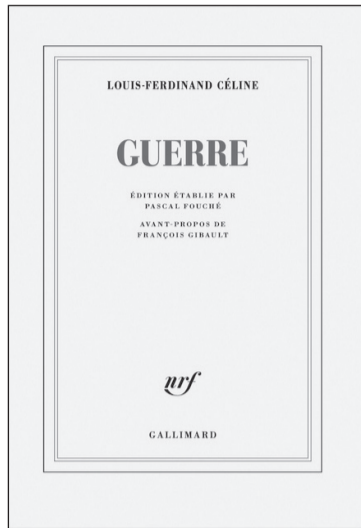
Guerre, de Louis-Ferdinand Céline

Éditions Gallimard, collection blanche, 175 pages, 19 euros.

Mai 2022. Céline est de retour avec un roman inédit, sans doute écrit en 1934, qui se situe à mille lieux du Céline pamphlétaire antisémite le plus crasse. *Guerre*, qui éclaire le *Voyage au bout de la nuit* à propos de la grave blessure de l'auteur sur le front des Flandres en octobre 1914 et les semaines et mois qui s'ensuivirent, peut se lire sans connaître l'œuvre de Céline et donner envie d'en savoir plus.

Un tout petit peu d'histoire

Léon Trotski, le 10 mai 1933, écrivait à propos de *Voyage au bout de la nuit* : « *Même s'il estime, lui, Céline, qu'il ne sortira rien de bon de l'homme, l'intensité de son pessimisme comporte en soi son antidote. [...] Le génie français a trouvé dans le roman une expression inégalée [...] depuis le rire énorme de la joie de vivre jusqu'au désespoir et à la désolation, depuis l'aube éclatante jusqu'au bout de la nuit. Céline n'écrira plus d'autre livre où éclatent une telle aversion du mensonge et une telle méfiance de la vérité. Cette dissonance doit se résoudre. Ou l'artiste s'accommodera des ténèbres, ou il verra l'aurore* ». Céline ne verra jamais l'aurore mais s'enfoncera dans les ténèbres de l'antisémitisme et de la collaboration sans toutefois jamais perdre sa plume unique. À sa parution en 1933, *Voyage au bout de la nuit* fit l'effet d'une bombe à fragmentation multiple (les thèmes, le style, le langage, etc.) dans le paysage littéraire mondial. Boycotté par les bien-pensants, le « Voyage » a connu



un extraordinaire succès populaire à gauche. *Mort à Crédit* qui suivit renouvela encore le style de Céline. De ce point de vue, *Guerre* se révèle une œuvre de transition, le premier jet de ce qu'on appellera bientôt le style télégraphique ou automatique. La Seconde Guerre mondiale empêchera l'œuvre de sortir¹. Passèrent de longues années avant que l'avant-garde littéraire des USA, représentée par la « beat generation » ne ressuscite et remettre à la mode l'œuvre du proscrit de Meudon. Dès lors, dans toute bibliothèque de militant contestant l'ordre établi devait figurer le « Voyage » de Céline au côté de *Littérature et Révolution* de Léon Trotski. L'existence des pamphlets antisémites ne pouvant être occultés, l'œuvre de Céline fut bientôt reconsidérée par les lecteurEs qui se divisèrent et la notoriété de Céline (décédé depuis longtemps)

en pâtit largement. Alors que penser de *Guerre* ?

Un nouveau coup de poing dans la gueule de la bien-pensance

Le roman suit la survie miraculeuse de l'auteur en octobre 1914. Laisse pour mort sur le champ de bataille, il parvient à rejoindre des troupes anglaises et est expédié à l'hôpital de « Peurdu-sur-la-Lys »² où, pendant plusieurs semaines, le sordide, le tragique et le comique vont s'entremêler dans un récit alerte aux trouvailles magiques avec « *les canons qui bouffent les vitres* » ou « *la rivière qui coule de la lune* » alors que c'est une rage sauvage pleine de violence qui s'exprime tout au long des 175 pages. Rage symbolisée par le boucan qui n'en finit pas de résonner dans l'oreille blessée de l'auteur, par les généraux d'opérette qui viennent interroger les malades à la recherche de déserteurs à fusiller pour l'exemple et ils en trouvent, coupables ou pas. Céline retranscrit sa haine en utilisant un vocabulaire à la construction apocalyptique. À la suite de la visite de ses parents à l'hôpital, il écrit même : « *Jamais j'ai vu ou entendu quelque chose d'aussi dégueulasse que mon père et ma mère* ».

Dans un contexte où la mort rôde, le sexe se déchaîne sur fond de voyeurisme, de prostitution à tous les étages, d'infirmités excitées par la proximité de la mort. Dans le bar du village, c'est la grande débauche sexuelle mais c'est bien une prostituée qui va sortir Céline de l'enfer en lui procurant un billet pour Londres.

Tout le roman est ponctué de mots orduriers³, d'argot de caniveau ou militaire. Un vrai charnier de la langue de Molière illuminé par des éclairs de tendresse envers cette même humanité. Du pur et du grand Céline et le meilleur roman de l'année en cours.

Sylvain Chardon

1 – Nous ne raconterons pas ici la rocambolesque histoire de la réapparition des près de 5324 feuillets disparus de la maison de Céline à Paris lors de sa fuite en 1944 pour éviter le peloton d'exécution que lui réservait à juste titre les FTP/FFI pour sa collaboration immonde avec les nazis. En tout cas, après *Guerre*, c'est un autre grand roman de Céline qui nous est promis, *Londres*, pour début 2023, avant l'intégrale reconstituée du chef d'œuvre *Casse-Pipe*.

2 – Nom d'emprunt : il s'agit en fait d'Hazebroucke.

3 – On trouvera en fin d'ouvrage un précieux lexique de la langue populaire, argotique et militaire.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
 ★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44
 Fax : 01 49 28 52 43

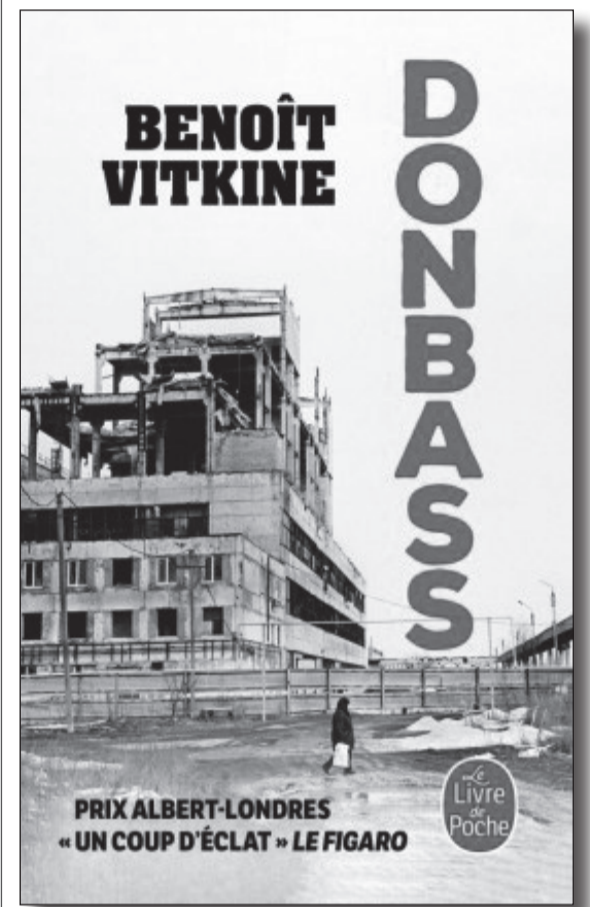
www.la-breche.com
 contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
 Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Roman

Donbass, de Benoît Vitkine

Livre de poche, 320 pages, 7,70 euros.



Journaliste et lauréat du prix Albert-Londres, l'auteur a situé son premier roman écrit en 2020 dans une région, un pays qui défraie depuis plusieurs années la chronique guerrière...

Assassinat sur fond de guerre

Polar « noir » aux intrigues bien sinieuses et sanglantes, ce roman ne se contente pas d'être une enquête policière pour débusquer le ou les meurtrier(s). Situé dans le Donbass, comme le titre éponyme, à l'est de l'Ukraine et en bordure de la Russie, le récit se déroule en 2018 (anticipation prémonitoire de l'agression impérialiste poutinienne contre le peuple ukrainien) dans des localités qui bordent la frontière, sur la ligne de front, entre offensive séparatiste russe depuis 2014 et résistance ukrainienne opposée à cette séparation dans une relation complexe entre défense du territoire et culture et histoire communes, très proches les unes des autres.

Dans un contexte social empreint de « sinistrose » où, depuis, au moins 2014, la guerre est déjà présente, la petite ville d'Audiivka, dans une région minière, est le théâtre de l'horrible assassinat du petit Sacha, parmi ceux fréquents dus aux obus et mitraillages. C'est le colonel Henrik de la police ukrainienne qui va mener l'enquête, miné lui-même par le doute, la lassitude et ses propres démons.

Un roman noir, mais éclairant

Le roman nous plonge alors dans l'atmosphère d'une région en guerre incessante, percluse par le désarroi, la pauvreté, les ravages de l'alcoolisme mais aussi le mensonge, la corruption et le passage de l'un à l'autre camp comme si une même famille venait de se déchirer et maintenait tout de même des liens et de fragiles passerelles.

Au-delà de l'intérêt palpitant de son intrigue, ce livre est instructif (ô combien aujourd'hui) sur l'histoire du Donbass, de ses populations ukrainiennes et russophones, côté ukrainien ou séparatiste, de la responsabilité de la « Grande Russie » dans ces événements tragiques sans exempter les dirigeants de Kiev, leurs réponses inadaptées, nationalistes et guerrières elles aussi...

De manière récurrente, au fil des pages et des déchirements, on lit que ce peuple du Donbass a été dépossédé de son histoire et de sa vie par les dérives nationalistes, impérialistes, le libéralisme économique, alors qu'en filigrane revient le traumatisme des anciens de l'Afghanistan, aux temps de l'Union soviétique, qu'ils soient du côté ukrainien ou séparatiste.

Sans nul doute, ce premier roman de Benoît Vitkine ouvre la voie à d'autres récits dont, peut-être le second, qui vient de paraître : *Les Loups*.
Tomas Delmonte

Cinéma

Miss Marx, de Susanna Nicchiarelli

Film italo-belge, 1h 47, sorti le 4 mai.

C'est une bien jolie surprise que de voir débarquer sur les écrans un film sur Eleanor Marx, l'une des filles de Karl Marx, et surtout une militante qui a su marquer le mouvement ouvrier.

Dévouement à la cause de l'émancipation ouvrière

Au-delà d'un hommage à cette figure trop souvent laissée dans l'ombre, la réalisatrice italienne Susanna Nicchiarelli nous offre une exploration réussie des tensions auxquelles sont confrontées les femmes dans le mouvement ouvrier. On y trouve une attention bienvenue à la dimension politique des relations intimes, qu'elles soient familiales ou amoureuses. Le film commence lors de l'enterrement de Karl Marx, alors qu'Eleanor est âgée de 28 ans. On comprend rapidement qu'au-delà de l'amour pour ses parents, son dévouement à la cause de l'émancipation ouvrière lui est chevillé au corps. Son travail militant est la trame du film : enquêtes sur les conditions de travail, discours de mobilisation ou d'éducation, ainsi que tout un travail littéraire sur différents aspects théoriques. La

question spécifiquement féministe n'est bien sûr pas oubliée, l'attention donnée aux conditions de vie des femmes ouvrières ou à l'oppression des femmes au sein de la bourgeoisie – via une jolie scène où l'on mesure l'impact des pièces d'Ibsen.

Développement d'une conscience

On comprend aussi qu'Eleanor n'a pas manqué de se rebeller contre ce que son cadre familial pouvait avoir de contraignant – il est fait allusion à sa liaison avec Lissagaray, du vivant et contre l'avis de son père. De même c'est contre l'opinion de la plus grande partie de son entourage qu'elle se lie avec Edward Aveling. Et c'est contre les conventions de l'époque qu'elle vit ouvertement avec lui, alors qu'il n'a pas pu divorcer d'un précédent mariage. Une grande partie du film est consacrée à leur relation, Aveling étant dépeint comme un grand enfant menteur dont Eleanor finit par devenir littéralement l'infirmière. Loin de se borner à un récit apolitique de ses vicissitudes



amoureuses, l'accent est mis sur la conscience que développe Eleanor des contradictions que l'inégalité entre hommes et femmes vient planter jusqu'au cœur de la sphère intime. Cet aspect des choses est encore plus appuyé dans une scène dramatique où Engels sur son lit

de mort fait une révélation qui ternit l'image qu'Eleanor se faisait de son père. Une scène d'ailleurs historiquement discutable, mais qui a le mérite de souligner qu'on ne peut soustraire à la critique même les militants les plus illustres.

Certes, on pourra regretter la peinture bien sommaire du mouvement ouvrier – le film n'échappe pas au défaut de beaucoup d'autres en le représentant soit par quelques dirigeants, soit par une foule anonyme. Les férus de biographie seront contents de croiser Olive Schreiner, Charles Longuet et Paul Lafargue, mais regretteront peut-être de ne pas voir évoquées d'autres fortes personnalités de l'époque, comme William Morris et Henry Hyndman. Peu importe en somme : le cinéma n'a jamais

été le meilleur moyen de dresser un tableau exhaustif d'une vie ou d'une époque. Il peut en revanche explorer des problématiques et donner envie de se pencher plus avant sur la vie et l'œuvre de militantEs. C'est bien le cas ici.

Sylvestre Jaffard

« On est surexploités à Amazon »

Pouvez-vous d'abord revenir sur vos conditions de travail dans cette entreprise fantôme, Lumina Services ?

La boîte a ouvert en septembre 2021. On a commencé à travailler au mois d'octobre, après avoir signé un contrat en CDI et pour un salaire annoncé par la patronne de 1685 euros net. Le premier mois le salaire était bon, le deuxième mois le salaire a commencé à diminuer : 800 ou 1000 euros selon les personnes. Évidemment on a constaté que ça ne correspondait pas à ce que la patronne avait promis et on est allé réclamer. Elle nous a dit : « Non c'est Amazon qui n'a pas encore payé, or c'est Amazon qui nous paye et ensuite moi je vous paye. » Mais elle disait que si le travail continuait, elle pourrait nous procurer des CERFA pour qu'on soit régularisés. Par ailleurs, certains jours elle nous faisait travailler avec l'identifiant de quelqu'un d'autre. En effet, dans la semaine on ne doit travailler que quatre jours : quatre jours de travail, trois jours de repos et ainsi de suite. Mais elle, après les quatre jours de travail, elle nous obligeait à travailler les trois jours suivants avec un autre identifiant.

Mais à qui appartenait ces identifiants ?

Soit à des gens qui avaient arrêté de travailler soit à un collègue qui ne travaillait pas ce jour-là parce qu'il avait un souci. Elle nous faisait tourner sur différents identifiants qu'elle avait en surplus. Il n'y avait plus de jours de repos. On travaillait chaque jour. Et cela jusqu'à 21h ou 22h ! Les colis qu'on n'arrive pas à livrer pendant la journée, normalement Amazon dit de retourner avec à l'entrepôt. Mais elle, comme elle voulait que sa société soit première parmi tous les sous-traitants, elle nous faisait bosser bien plus que les 8 h 45 autorisées par jour. Et si on n'avait pas fini, on devait garder les colis dans notre voiture et passer le lendemain matin avant d'aller au boulot chez les clients pour leur donner leur colis. Toutes ces heures supplémentaires n'ont jamais été payées ! Et on n'a eu aucune fiche de paie.

Entretien. En lutte depuis le 28 avril contre leur employeur situé dans la banlieue rouennaise, des travailleurs sans-papiers d'un sous-traitant d'Amazon ont répondu à nos questions sur leur piquet de grève.



NPA

Donc sur tout le temps où vous travaillez avec les identifiants des autres vous ne pouvez pas prouver que vous avez travaillé ces jours-là ?

En fait elle disait qu'Amazon ne pouvait pas nous payer pour ça mais qu'Amazon lui donnerait l'argent à elle et qu'elle ferait le calcul pour ajouter sur notre salaire. Mais elle ne le faisait pas. Tout cet argent elle l'a gardé pour elle !

Vous venez de la région parisienne. Du coup, pendant ce temps-là où viviez-vous ?

À Canteleu, dans son appartement (un F3). On habitait là-bas à 12. On était comme des sous-hommes pour elle, elle n'avait aucune considération pour nous. Un jour, on a décidé de ne plus accepter d'aller

faire les tournées et d'aller lui parler de nos salaires tous ensemble. On ne sait pas qui lui a soufflé et direct, le 24 février, elle nous a appelés pour nous dire qu'on arrêterait de travailler pour elle parce que nous lui « chauffions la tête ». Elle nous a dit qu'elle ne pouvait plus gérer le fait qu'on lui demandait toujours « mon salaire, mon salaire ». Alors que ce qu'on lui réclamait, c'était seulement ce qu'elle nous devait ! On avait tellement travaillé, tellement on voulait bien faire pour elle, mais elle ne l'a pas compris comme ça. Elle s'est dit ceux-là, ils n'y connaissent rien, c'est des bledards. Elle a voulu se servir de nous. Elle se disait qu'on ne savait pas où aller et que donc on ne pouvait rien faire.

Qu'avez-vous fait alors ?

On a parlé entre collègues et on a cherché à entrer en contact avec la CGT pour exposer tout ce qui nous était arrivé. À la CGT, ils ont dit qu'ils allaient nous aider à faire valoir nos droits. Vraiment on les remercie ! Et il faut médiatiser aussi pour que cela soit connu, ce genre d'entreprises malhonnêtes, qui exploitent d'autres personnes qui sont dans la même situation que nous. Tous les livreurs souffrent de manière générale, qu'ils aient des papiers ou pas. On est surexploités à Amazon. Il y a une réalité : tu fais 10 heures de boulot, tu es payé 8 h 45. Et tu ne peux pas réclamer les heures supplémentaires, tu ne sais pas où aller pour te plaindre. À n'importe quel employé auquel tu vas parler, il va te dire que qu'Amazon vole les livreurs. Et ce n'est pas seulement à cause de Lumina. Il y a beaucoup de sociétés qui surexploitent les gens, qui les prennent au noir comme Chronopost, TNT, DPD... L'administration du travail devrait les contrôler.

Quand vous avez commencé le piquet de grève, vos revendications

étaient le paiement des salaires et la régularisation ?

Oui parce c'est ça que notre patronne nous avait promis. C'est ça qui nous a motivés, c'est comme ça qu'elle a fait pour nous avoir. Parce que sinon là où on travaillait on était bien payé, on avait nos salaires. Mais elle nous a dit : « Je vous paye plus et je vous donne des CERFA pour vous régulariser. » On préfère être régularisé, travailler légalement.

Vous avez été reçus à la préfecture de Rouen mercredi 11 mai ?

La préfecture a dit qu'elle allait étudier nos dossiers et rester en contact avec la CGT. On attend aussi le 7 juin car on a une audience au tribunal des prud'hommes. Nous serons là-bas pour réclamer à nouveau tout ce qu'elle doit nous payer.

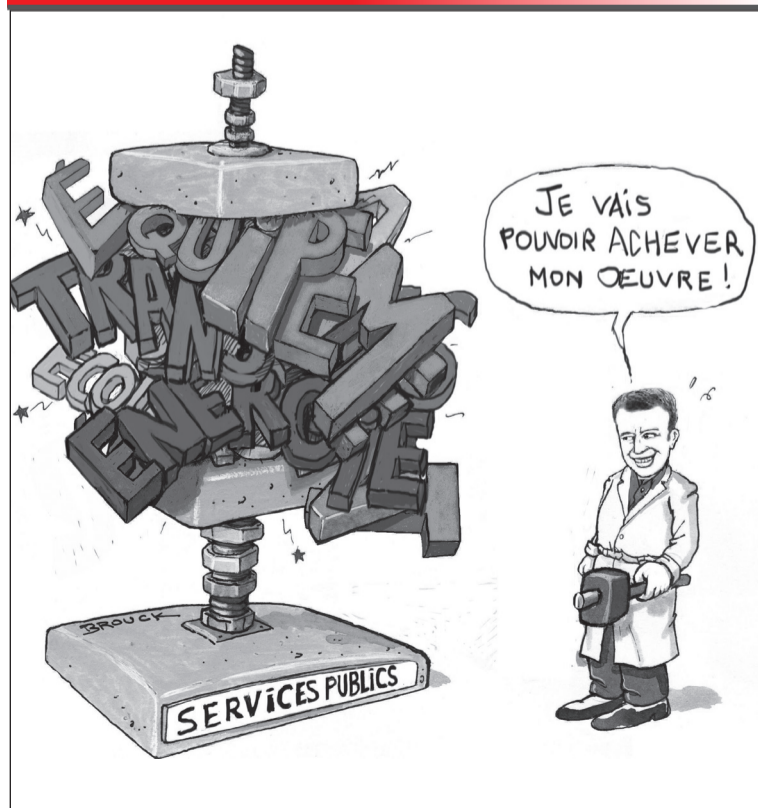
Donc vous allez continuer de maintenir la pression ?

Oui, toujours, jusqu'à ce que le problème soit résolu. On est déterminés, on vit ici, on travaille ici donc on doit rester ici !

Celle lutte que vous menez depuis deux semaines sur le piquet, dans les manifestations, qu'est-ce qu'elle fait changer pour vous ?

Ça nous motive ! Le fait que les gens nous écoutent, c'est déjà un grand pas. Ce piquet de grève, on l'a fait, pas que pour nous, mais au nom de tous les livreurs. Pour que les droits de tous les livreurs soient respectés, avec ou sans papiers. Pour que l'on prenne tous les travailleurs sur un pied d'égalité, car nous sommes tous pareils. Du moment que tu as un contrat et que tu travailles, tu dois avoir les mêmes droits. Et ce qu'on attend de la Préfecture, c'est qu'elle regarde notre cas, pour pouvoir nous régulariser, parce que ça fait longtemps qu'on travaille en étant déclarés, qu'on paye nos taxes et nos impôts et on veut rester dans ce schéma-là.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

SEPT FLICS CONDAMNÉS POUR HARCÈLEMENT RACISTE. Des peines de six à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis. Sept policiers de la brigade anticriminalité de nuit de Nancy ont été condamnés, vendredi 13 mai, pour « harcèlement moral » de quatre ex-collègues sur lesquels ils faisaient pression pour qu'ils quittent le service. Le tribunal correctionnel de Nancy a en outre prononcé pour quatre des policiers des amendes qui vont jusqu'à 2 000 euros pour injures racistes.

La justice a également prononcé des interdictions d'exercer le métier de policier pour les sept condamnés, dont une définitive pour celui qui avait été décrit lors du procès en mars comme le meneur. L'interdiction est de cinq ans pour l'un des policiers, deux ans pour deux policiers et un an pour les trois autres. Trois des dix prévenus ont été relaxés.

Au total, dix policiers ont comparu, mi-mars, dont neuf pour harcèlement moral et injures racistes. Le procureur de la République avait réclamé des interdictions d'exercer pour quatre d'entre eux et requis jusqu'à 18 mois avec sursis, évoquant un « harcèlement collectif » de la part des prévenus et qualifiant leur comportement de « machine à exclure qui broie une femme et trois hommes ».

« La justice est passée et le message est clair : le racisme n'a pas sa place dans la police, le harcèlement n'a pas sa place dans l'administration et dans les relations de travail », a salué l'avocat des quatre parties civiles. « Les peines sont justes. Il n'est pas tolérable que des éléments racistes et déviants prennent la main sur un service de police, [...] il n'est pas question que la République se laisse vampiriser par des flics ripoux », a ajouté Frédéric Berna.

Durant le procès, les quatre parties civiles avaient évoqué leur mise à l'écart progressive au sein du service lors de leur passage à la BAC de nuit de Nancy. « Ils m'ont détruite, j'ai vécu un calvaire », avait raconté une des victimes. Une autre victime, d'origine maghrébine, faisait l'objet d'insultes racistes régulières dans une conversation Messenger qui rassemblait les policiers du service et dont elle était exclue.

Franceinfo avec AFP, « Sept policiers de la BAC de Nancy condamnés pour harcèlement et injures racistes », 13 mai 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires	6 mois	1 an
Hebdo	35 €	70 €	25 €	50 €	
Mensuel	25 €	50 €	20 €	40 €	
Hebdo + Mensuel	60 €	120 €	45 €	90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		3 mois	12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Mensuel	Hebdo + Mensuel
Hebdo	17,5 € par trimestre	30 € par trimestre
Mensuel	12,5 € par trimestre	
Hebdo + Mensuel	22,5 € par trimestre	

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org